



RETOURNER LES SOUMISSIONS À :

Réception des

soumissions :

Direction des ressources matérielles
Service correctionnel du Canada
250, Montée St-François
Laval (Québec) H7C 1S5
Téléphone : (450) 661-9550, poste 3223, 3210

DEMANDE DE SOUMISSIONS

Proposition à : Service Correctionnel du Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux appendices ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Commentaires :

« LE PRÉSENT DOCUMENT COMPORTE UNE EXIGENCE RELATIVE À LA SÉCURITÉ »

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur :

N° de téléphone :

No de télécopieur :

Courriel :

N° de TPS ou NAS ou N° d'entreprise :

Sujet: Services de dentisterie	
N° de l'invitation : 21301-19-2850537	Date: 14 juin 2018
N° de Référence du Client : 21301-19-2850537	
N° de Référence de SEAG :	
L'invitation prend fin à : 14H00 HAE le : 3 juillet 2018	
F.A.B. Usine: Destination: X Autre:	
Soumettre toutes questions à: Linda Mandeville Agente régionale, Approvisionnement et contrats Linda.Mandeville@csc-scc.gc.ca	
N° de téléphone: (450) 661-9550, poste 3259	N° de télécopieur: (450) 664-6626
Destination des biens, services et construction: Établissements variés, voir aux présentes.	
Instructions : Voir aux présentes	
Livraison exigée : Voir aux présentes	Livraison proposée : Voir aux présentes
Nom et titre du signataire autorisé du fournisseur/de l'entrepreneur	

Nom	Titre

Signature	Date
(Signer et retourner la page de couverture avec la proposition)	



TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Révision du nom du Ministère
4. Compte rendu
5. Ombudsman de l'approvisionnement

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Ancien fonctionnaire
4. Demande de renseignements en période de soumission
5. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions
2. Section I : Soumission technique
3. Section II : Soumission financière
4. Section III : Attestations

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection
3. Exigences en matière d'assurances

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

1. Attestations exigées avec la soumission
2. Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations et renseignements supplémentaires
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Résiliation avec avis de trente jours
12. Assurances - exigences particulières
13. Contrôle
14. Fermeture des installations du gouvernement
15. Dépistage de la tuberculose



16. Conformité aux politiques du SCC
17. Conditions de travail et de santé
18. Responsabilités relatives au protocole d'identification
19. Services de règlement des différends
20. Administration du contrat
21. Renseignements personnels
22. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
23. Guide d'information pour les entrepreneurs

Liste des annexes :

- Annexe A – Énoncé des travaux
- Annexe B – Base de paiement proposée
- Annexe C – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
- Annexe D – Critères d'évaluation
- Annexe E – Exigences en matière d'assurances
- Annexe F – Liste des établissements
- Annexe G – Cadre national relatif aux soins de santé essentiels



PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

1.1 Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent;
- b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent;
- c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;

1.2 On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.

1.3 Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle (PSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

2. Énoncé des travaux

Les travaux à exécuter sont décrits en détail à l'annexe A.

3. Révision du nom du Ministère

Cette invitation à soumissionner est émise par le Service correctionnel du Canada (SCC). Toute référence à Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC) ou à son ministre dans le texte intégral ou incorporée par renvoi dans une condition ou une clause du document, ou dans tout contrat subséquent, doit être interprétée comme une référence au SCC ou à son ministre.

4. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

5. Ombudsman de l'approvisionnement

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) a été mis sur pied par le gouvernement du Canada de manière à offrir aux fournisseurs un moyen indépendant de déposer des plaintes liées à l'attribution de contrats de biens de moins de 25 000 \$ et de services de moins de 100 000 \$. Vous pouvez déposer vos questions ou préoccupations reliées au processus d'invitation, ou à l'attribution des contrats subséquents auprès du BOA par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa-opo@boa-opo.gc.ca. Vous pouvez également obtenir de plus amples informations sur les services qu'offre le BOA, en consultant son site Web, à l'adresse www.opo-boa.gc.ca.



PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2017-04-27), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : Cent vingt (120) jours

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Service correctionnel du Canada (SCC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou par courriel à l'intention SCC ne seront pas acceptées.

3. Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;



- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;



- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

4. Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins trois (3) jours ouvrables avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

5. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province de Québec, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.



PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le SCC demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique : **deux (2) copies papier**

Section II : Soumission financière : **une (1) copie papier**

Section III : Attestations : **une (1) copie papier**

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Les soumissionnaires doivent soumettre leur soumission financière et leur soumission technique dans des enveloppes distinctes.

Le SCC demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- (i) Utilisation de papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- (ii) Utilisation d'un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumission.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique qui exige que les agences et les ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement. Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- (i) utiliser du papier 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées qui proviennent d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- (ii) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, impression recto-verso/à double face, broché et agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

2. Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

3. Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en dollars canadiens et en conformité avec le barème de prix détaillé dans l'**Annexe B – Base de paiement proposée**. Le montant total de la taxe sur les produits et services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH) doit être indiqué séparément s'il y a lieu.



Les soumissionnaires doivent soumettre leurs taux, FAB destination, les droits de douane et les taxes d'accise canadiens compris, s'il y a lieu, la TPS ou la TVH exclue.

Les taux précisés dans la soumission financière, lorsque soumis par le soumissionnaire, doivent inclure tous les services décrits à l'Annexe A – Énoncé des travaux, dont le coût total estimatif de tous les frais de déplacement et de subsistance qui peuvent devoir être engagés pour :

- a) des travaux décrits dans l'Annexe A, Énoncé des travaux, de la demande de soumissions qui doivent être exécutés à l'établissement indiqué au point 3. Objectif.
- b) tout déplacement entre le lieu d'affaires du soumissionnaire retenu et l'établissement; et
- c) réinstaller des ressources afin de répondre aux conditions de tout contrat subséquent.

Ces frais ne peuvent pas être imputés directement et séparément des honoraires professionnels à tout contrat subséquent qui pourrait découler de la demande de soumission.

Les taux précisés dans la soumission financière, lorsque soumis par le soumissionnaire, ne doivent pas inclure le coût des fournitures et de l'équipement nécessaires à la prestation des services de santé aux détenus du SCC (voir l'article 15, Soutien à l'entrepreneur, de l'Annexe A, Énoncé des travaux).

Au moment de préparer leur soumission financière, les soumissionnaires devraient examiner la clause 1.2, Évaluation financière, figurant à la partie 4.

Le taux horaire tout compris proposé par le soumissionnaire en réponse à une demande de soumissions et pour les contrats subséquents s'appliquera là où les travaux seront effectués, selon les précisions de la demande de soumissions et les contrats subséquents.

3.1 Fluctuation du taux de change

Clause du Guide des CUA C3011T (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

4. Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.



PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du SCC évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les propositions seront évaluées en vue de déterminer si elles répondent à toutes les exigences obligatoires énoncées à l'**Annexe D – Critères d'évaluation**. Les propositions qui ne répondent pas à tous les critères obligatoires seront déclarées non recevables, et seront rejetées.

1.2 Évaluation financière

Les propositions qui contiennent une soumission financière autre que celle exigée en vertu de l'**Article 3. Section II : soumission financière** de la **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS** seront déclarées non conformes.

2. Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas par établissement sera recommandée pour l'attribution du contrat. Un maximum de sept (7) contrats pourra être octroyé.

Veuillez noter que, aux fins de l'évaluation, le prix global de la soumission sera calculé par l'addition des taux horaires fixes pour la durée du contrat et les années d'option.

En cas d'égalité au niveau du prix global le plus bas entre des soumissionnaires, le contrat sera attribué au soumissionnaire ayant le plus d'expérience comme dentiste au Québec (selon le curriculum vitae).

Notez que l'octroi du contrat est conditionnel au respect du plafond budgétaire établi pour ce marché.

3. Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurance autorisé à faire des affaires au Canada qui confirme que, si l'on attribue un contrat au soumissionnaire à la suite de la demande de soumissions, celui-ci sera assuré conformément aux Exigences en matière d'assurance décrites à la clause 12 de la **PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui accordera un délai pour remplir cette condition. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir l'information dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.



PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

1. Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir l'attestation suivante dûment remplie avec leur soumission.

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – déclaration de condamnation à une infraction

A) Conformément au paragraphe B, en présentant une soumission en réponse à la présente demande de soumissions, le soumissionnaire atteste :

- i. qu'il a lu et qu'il comprend la Politique d'inadmissibilité et de suspension;
- ii. qu'il comprend que certaines accusations au criminel et déclarations de culpabilité au Canada et à l'étranger, et certaines autres circonstances, décrites dans la Politique, entraîneront ou peuvent entraîner une détermination d'inadmissibilité ou une suspension conformément à la Politique;
- iii. qu'il est au courant que le Canada peut demander des renseignements, des attestations et des validations supplémentaires auprès du soumissionnaire ou d'un tiers, afin de prendre une décision à l'égard de son inadmissibilité ou de sa suspension;
- iv. qu'il a fourni avec sa soumission une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique;
- v. qu'aucune des infractions criminelles commises au Canada ni aucune autre circonstance décrite dans la Politique et susceptible d'entraîner une détermination d'inadmissibilité ou de suspension ne s'appliquent à lui, à ses affiliés ou aux premiers sous-traitants qu'il propose;
- vi. qu'il n'est au courant d'aucune décision d'inadmissibilité ou de suspension rendue par TPSGC à son sujet.

B) Lorsqu'un soumissionnaire est incapable de fournir les attestations exigées au paragraphe A, il doit soumettre avec sa soumission un formulaire de déclaration de l'intégrité (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>) dûment rempli. Le soumissionnaire doit soumettre ce formulaire au Service correctionnel du Canada avec sa soumission.



2. Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Liste des noms : Tous les soumissionnaires, peu importe leur situation au titre de la Politique, doivent présenter les renseignements ci-dessous :

- i. les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous les administrateurs actuels ou, dans le cas d'une entreprise privée, des propriétaires de la société;
- ii. les soumissionnaires soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, y compris ceux soumissionnant en tant que coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous les propriétaires;
- iii. les soumissionnaires soumissionnant à titre de société en nom collectif n'ont pas à soumettre une liste de noms.

Liste de noms:

_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____

OU

Le soumissionnaire est une société en noms collectifs

Pendant l'évaluation des soumissions, un soumissionnaire doit, dans les 10 jours ouvrables, informer par écrit l'autorité contractante de toute modification de la liste des noms soumise avec la soumission.

2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (ESDC) – Travail (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_fédéraux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.145004848).



Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

2.3 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, **chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada**, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, **le soumissionnaire doit assurer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire**. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

2.4 Exigences linguistiques – bilingue

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque personne proposée dans sa soumission devra pouvoir s'exprimer couramment dans les deux langues officielles du Canada (le français et l'anglais). La personne proposée doit communiquer verbalement et par écrit (en français et en anglais) sans aide et en faisant peu d'erreurs.

2.5 Études et expérience

Clause du Guide des CCUA A3010T (2010-08-16), Études et expérience

2.6 Attestation de taux

Le soumissionnaire atteste que le taux proposé :

- a) n'est pas supérieur au plus bas taux demandé à tout autre client, y compris au meilleur client du soumissionnaire, pour une qualité et une quantité semblables de services;
- b) ne comprend aucun élément de bénéfice sur la vente qui soit supérieur à celui que le soumissionnaire réalise normalement pour des services de qualité et de quantité semblables, et
- c) ne comprend aucune disposition prévoyant des escomptes à des vendeurs.



2.7 Attestation de permis

Les ressources proposées doivent avoir un permis d'exercice valide et en règle de l'ordre des dentistes de la province de Québec pour la durée du contrat. L'entrepreneur doit fournir une copie du (des) permis d'exercice à l'autorité contractante à la demande de cette dernière.

2.8 Attestation

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences ci-dessus est exacte et complète.



PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

1. Exigences relatives à la sécurité

- 1.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes tel que prévu par le PSI de TPSGC) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN: DOSSIER TPSGC No SRCL - 21301-19-2850537

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de *Vérification d'organisation désignée* (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la Sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **PROTÉGÉS**, ou à des *établissements de travail* dont *l'accès est réglementé*, doivent TOUS détenir une **Cote de FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS emporter de renseignements ou de biens **PROTÉGÉS** hors des *établissements de travail* visés ; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la TPSGC de TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la *Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité* et Directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C ;
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

2. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A ».

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.



Le présent contrat est émis par le Service correctionnel du Canada (SCC). C'est pourquoi toute référence à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ou à son ministre dans le texte intégral ou par référence dans une modalité, une condition ou une clause du document doit être interprétée comme une référence au SCC ou à son ministre.

3.1 Conditions générales

2010B (2016-04-04), Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne), s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3.2 Remplacement d'individus spécifiques

1. Si des individus spécifiques sont identifiés dans le contrat pour exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces individus, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
2. **Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services de tout individu spécifique identifié dans le contrat, l'entrepreneur doit fournir les services d'un remplaçant qui possède les qualifications et l'expérience similaires. Le remplaçant doit satisfaire aux critères utilisés pour la sélection de l'entrepreneur et être acceptable pour le Canada.** L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante du motif du remplacement de l'individu et fournir :
 - a. le nom du remplaçant proposé ainsi que ses qualifications et son expérience; et
 - b. la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.
3. L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

À l'exception des services rendus à l'établissement La Macaza, la période du contrat se déroule **de l'octroi au 31 mai 2019** inclusivement.

En ce qui concerne les services rendus à l'établissement La Macaza, la période du contrat se déroule du **1^{er} juin 2019 au 31 mai 2020** inclusivement.

4.2 Option de prolongation du contrat

À l'exception des services rendus à l'établissement La Macaza, l'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus **trois (3) périodes supplémentaires de douze (12) mois** chacune, selon les mêmes conditions.

En ce qui concerne les services rendus à l'établissement La Macaza, l'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus **deux (2) périodes supplémentaire de douze (12) mois** chacune, selon les mêmes conditions.



L'entrepreneur accepte que, pendant la période prolongée, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins quinze (15) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Linda Mandeville
Titre : Agente régionale, Approvisionnements et contrats
Service correctionnel du Canada
Direction générale : Direction des ressources matérielles
Téléphone : (450) 661-9550, poste 3259
Télécopieur : (450) 664-6626
Adresse électronique : Linda.Mandeville@csc-scc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est : *(sera complété à l'octroi du contrat)*

Nom : (XXX)
Titre : (XXX)
Service correctionnel du Canada
Direction générale : (XXX)
Téléphone : (XXX)
Télécopieur : (XXX)
Adresse électronique : (XXX)

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur *(à compléter)*

Le représentant de l'entrepreneur autorisé pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Entreprise : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____



Télécopieur : _____
Adresse électronique : _____

6. Paiement *(sera complété à l'octroi du contrat)*

6.1 Base de paiement

Pour les travaux décrits à l'annexe A :

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$ (Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus).

6.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée; ou
 - b) deux (2) mois avant la date d'expiration du contrat; ou
 - c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux.

Selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.3 Paiement mensuel

Le Canada paiera l'entrepreneur chaque mois pour les travaux complétés pendant le mois visé par la facture conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.



6.4 Clauses du Guide des CCUA

Clause du Guide des CCUA A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client

Clause du Guide des CCUA C0710C (2007-11-30), Vérification du temps et prix contractuels

Clause du Guide des CCUA C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes

6.5 Frais de déplacement et de subsistance

Il n'y a aucuns frais de déplacement et de subsistance associés au contrat.

7. Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par :

- a) une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- b) une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;
- c) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance;
- d) une copie du rapport mensuel sur l'avancement de travaux.

Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

8. Attestations et renseignements supplémentaires

8.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province de Québec, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.



10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) Les articles de la convention ;
- b) Les conditions générales 2010B (2016-04-04) Conditions générales – services professionnels (complexité moyenne) ;
- c) Annexe A, Énoncé des travaux ;
- d) Annexe B, Base de paiement ;
- e) Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité ;
- f) Annexe E – Exigences en matière d'assurances ;
- g) Annexe F – Liste des établissements ;
- h) Annexe G – Cadre national relatif aux soins de santé essentiels ;
- i) La soumission de l'entrepreneur en date du _____ (*insérer au moment de l'attribution du contrat*).

11. Résiliation avec avis de trente jours

Le Canada se réserve le droit de résilier à n'importe quel moment le contrat, en tout ou en partie, en donnant un avis écrit de trente (30) jours civils à l'entrepreneur.

Suite à cette résiliation, le Canada paiera uniquement les coûts engagés pour les services rendus et acceptés par le Canada avant la date de la résiliation. Malgré toute autre disposition du contrat, aucun autre coût résultant de la résiliation ne sera payé à l'entrepreneur.

12. Assurances – exigences particulières

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe E – Exigences en matière d'assurance. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

13. Contrôle

Dans le cas où l'entrepreneur a accès à des renseignements personnels et confidentiels qui appartiennent au Canada, au personnel du SCC ou aux détenus pour effectuer les travaux, les modalités suivantes s'appliquent :



- a) L'entrepreneur garantit qu'il n'est pas assujéti au contrôle d'une entité non résidente (p. ex. personne physique, partenariat, coentreprise, corporation, société à responsabilité limitée, société mère, affiliée ou autre).
- b) L'entrepreneur devra informer le ministre de tout changement apporté au contrôle pendant la période du contrat.
- c) L'entrepreneur reconnaît que le ministre a conclu le contrat en raison de la garantie et que, si celle-ci n'est pas respectée, ou si l'entrepreneur devient assujéti au contrôle d'une entité non résidente, le ministre aura le droit de déclarer un manque au contrat, et, en conséquence, de résilier le contrat.
- d) Aux termes de la présente clause, une entité non résidente est une personne physique, un partenariat, une coentreprise, une corporation, une société à responsabilité limitée, une société mère, une société affiliée ou toute autre entité qui réside à l'extérieur du Canada.

14. Fermeture d'installations gouvernementales

Le personnel de l'entrepreneur est composé des employés au service de ce dernier et sont payés par l'entrepreneur en fonction des services rendus. Lorsque l'entrepreneur ou les membres du personnel de l'entrepreneur fournissent des services dans les locaux du gouvernement en vertu du contrat et qu'ils perdent l'accès à ces locaux en raison de l'évacuation ou de la fermeture d'installations gouvernementales et que, en conséquence, les travaux ne peuvent plus être effectués, le Canada n'est pas tenu responsable de payer l'entrepreneur pendant la période de fermeture.

Les entrepreneurs qui travaillent sur les sites du SCC doivent savoir qu'ils peuvent subir des retards ou se voir refuser l'entrée dans certains lieux et à certains moments, et ce, malgré les arrangements préalables. On suggère aux entrepreneurs d'appeler avant de se déplacer pour s'assurer qu'ils ont toujours accès aux lieux.

15. Dépistage de la tuberculose

Une des conditions du contrat est que l'entrepreneur ou tout employé de ce dernier qui doit entrer dans un des établissements du Service correctionnel du Canada aux fins du contrat peut devoir, à l'entière discrétion du directeur, fournir la preuve qu'il a subi un test tuberculitique récent ainsi que les résultats de celui-ci afin que l'on connaisse son état d'infection à la tuberculose.

L'omission de fournir une preuve du test tuberculitique et les résultats de ce test peut entraîner la résiliation du contrat.

Tous les coûts liés à ce test devront être entièrement assumés par l'entrepreneur.

16. Conformité aux politiques du SCC

L'entrepreneur convient que ses agents, ses fonctionnaires et ses sous-traitants respecteront tous les règlements et toutes les politiques en vigueur sur le site où ils effectueront les travaux visés par le contrat.

Sauf disposition contraire du contrat, l'entrepreneur doit obtenir tous les permis et détenir toutes les attestations et les licences requises pour effectuer les travaux.

De plus amples détails relatifs aux politiques actuelles du SCC se trouvent à l'adresse suivante : www.csc-scc.gc.ca, ou sur tout autre site Web du SCC conçu à cette fin.



17. Conditions de travail et de santé

Dans le présent article, « entité publique » désigne un organisme municipal, provincial ou fédéral autorisé à mettre en vigueur toute loi relative à la santé ou au travail qui s'applique à la réalisation des travaux ou à une partie de ceux-ci.

L'entrepreneur respecte toutes les lois relatives aux conditions de travail et de santé applicables à la réalisation des travaux ou à une partie de ceux-ci et exige également que tous ses sous-traitants les respectent, le cas échéant.

Si un représentant autorisé d'une entité publique demande de l'information ou effectue une inspection relativement aux travaux, l'entrepreneur doit immédiatement en informer le chargé de projet ou Sa Majesté.

La preuve de la conformité de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants aux lois applicables à la réalisation des travaux ou à une partie de ceux-ci devra être fournie par l'entrepreneur au chargé de projet ou à Sa Majesté au moment où le chargé de projet ou Sa Majesté en feront la demande.

18. Responsabilités relatives au protocole d'identification

L'entrepreneur doit s'assurer que l'entrepreneur et chacun de ses agents, représentants ou sous-traitants (appelés représentants de l'entrepreneur pour les besoins de cette clause) respectent les exigences d'auto-identification suivantes :

Pendant l'exécution de tout travail sur un site du gouvernement du Canada, l'entrepreneur et chaque représentant de l'entrepreneur doit être clairement identifié comme tel, et ce, en tout temps;

Lorsqu'ils assistent à une réunion, l'entrepreneur et les représentants de l'entrepreneur doivent d'identifier comme tel à tous les participants de la réunion;

Si l'entrepreneur ou un représentant de l'entrepreneur doit utiliser le système de courriel du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution des travaux, il doit clairement s'identifier comme étant l'entrepreneur ou un agent ou un sous-traitant de l'entrepreneur dans le bloc de signature de tous les messages électroniques qu'il enverra ainsi que dans la section Propriétés du compte de courriel. De plus, ce protocole d'identification doit être utilisé pour toute autre correspondance, communication et documentation;

Si le Canada détermine que l'entrepreneur ne se conforme pas à n'importe laquelle de ses obligations en vertu du présent article, le Canada en informera l'entrepreneur et demandera à l'entrepreneur de mettre en œuvre, sans délai, les mesures correctives appropriées pour empêcher que le problème ne se reproduise.

19. Services de règlement des différends

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1 (1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* veillera à proposer aux parties concernées un processus de règlement de leur différend, sur demande, avec le consentement des parties pour assumer les coûts, et consentement des parties à participer à un tel processus de règlement extrajudiciaire en vue de résoudre un différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application d'une modalité du présent contrat. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa-opo@boa-opo.gc.ca.



20. Administration du contrat

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1 (1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* examinera une plainte déposée par [*le fournisseur ou le nom de l'entité à qui ce contrat a été attribué*] concernant l'administration du contrat si les exigences du paragraphe 22.2 (1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* et les articles 15 et 16 du *Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement* ont été respectées, et si l'interprétation et l'application des modalités ainsi que de la portée du contrat ne sont pas contestées. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa-opo@boa-opo.gc.ca.

21. Renseignements personnels

L'entrepreneur reconnaît que le Canada est régi par la Loi sur la protection des renseignements personnels, S.R.C. 1985, c. P-21, pour ce qui est de la protection des renseignements personnels tels qu'ils sont définis dans la Loi. L'entrepreneur doit maintenir la confidentialité de toute information personnelle qu'il aura recueillie, créée ou traitée en vertu du contrat et ne doit en aucun cas utiliser, copier, divulguer, éliminer ou détruire ces renseignements personnels d'une autre manière que celle prévue dans cette clause et dans les dispositions contractuelles régissant leur livraison.

Tous les renseignements personnels sont la propriété du Canada, et l'entrepreneur ne détient aucun droit à leur égard. L'entrepreneur doit, à la fin ou en cas de résiliation du contrat, ou à une date antérieure si le Canada l'exige, remettre au Canada tous les renseignements personnels sous toutes leurs formes, y compris les documents de travail, les notes, les notes de service, les rapports, les données sous forme lisible par machine ou autrement, ainsi que la documentation qui aura été rédigée ou obtenue en vertu du contrat. Après remise des renseignements personnels au Canada, l'entrepreneur n'aura aucun droit de conserver des renseignements sous quelque forme que ce soit et doit veiller à ce qu'aucune trace des renseignements personnels ne reste en sa possession.

22. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'*Avis sur la Politique des marchés : 2012-2* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

23. Guide d'information pour les entrepreneurs

Avant le début des travaux, l'entrepreneur atteste que ses employés ou les employés de ses sous-traitants, travaillant sous contrat pour le SCC, liront le ou les modules qui les concernent et conserveront la ou les listes de vérification signées figurant sur le site Web du SCC « Guide d'information pour les entrepreneurs » à l'adresse suivante : www.bit.do/SCC-FR.

ANNEXE A – Énoncé des travaux

1. Introduction

- 1.1 Les Services de santé du Service correctionnel du Canada (SCC) demandent des soins dentaires pour les établissements suivants : Port-Cartier, Donnacona, Drummond, Cowansville, Joliette, CRR/USD, Archambault/CRSM et La Macaza dans la région du Québec. L'entrepreneur fournira les soins dentaires aux détenus et collaborera avec l'équipe multidisciplinaire des soins de santé de l'établissement, laquelle comprend, entre autres, le personnel infirmier, les médecins en établissement, les psychologues, les diététistes et d'autres professionnels paramédicaux.

2. Contexte

- 2.1 La *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (LSCMLC)* oblige le SCC à fournir à tous les détenus les soins de santé essentiels et à leur donner accès, dans la mesure du possible, aux soins de santé mentale non essentiels.
- 2.2 Les directives du commissaire de la série 800 (sur les services cliniques, les services de santé mentale et les services de santé publique) sont des documents de référence indispensables au sujet des services de santé essentiels.
- 2.3 La mission des Services de santé consiste à fournir aux délinquants des services de santé efficaces et efficaces qui **permettent de promouvoir la responsabilité individuelle, de favoriser la saine réinsertion sociale et de contribuer à la sécurité des collectivités.**
- 2.4 Conformément à son programme de transformation, le SCC reconnaît que les professionnels de la santé et les détenus sont conjointement responsables des résultats dans le domaine de la santé. Les détenus doivent prendre des mesures proactives afin de prendre en charge et préserver leur santé, y compris la santé dentaire.
- 2.5 Les services de santé sont fournis dans les centres de soins ambulatoires des établissements, les hôpitaux régionaux, les centres régionaux de traitement et les centres psychiatriques régionaux. Il est possible que les détenus doivent aller dans la collectivité pour des services d'urgence, des services de soins de santé spécialisés ou pour l'hospitalisation si les hôpitaux régionaux du SCC ne sont pas en mesure de répondre à ces besoins. Au SCC, les soins de santé sont fournis par divers professionnels de la santé réglementés et non réglementés.
- 2.6 De façon générale, les soins de santé englobent les services médicaux, dentaires, de santé mentale et de santé publique. Pendant leur incarcération, les détenus ont droit à tout un éventail de services de santé coordonnés qui sont accessibles, abordables et adaptés au milieu correctionnel.

3. Objectif

- 3.1 Fournir et coordonner les services dentaires essentiels aux détenus des établissements suivants : Port-Cartier, Donnacona, Drummond, Cowansville, Joliette, CRR/USD, Archambault/CRSM et La Macaza dans la région du Québec.

4. Normes de performance

4.1 L'entrepreneur doit fournir des services dentaires qui respectent les différences culturelles, religieuses et linguistiques ainsi qu'entre les sexes et tenir compte des besoins propres aux femmes et aux Autochtones.

4.2 Soins dentaires

L'entrepreneur doit fournir aux détenus les soins dentaires primaires, y compris des radiographies et les services de promotion de la santé qui sont conformes aux lois fédérales, aux normes provinciales et aux politiques et lignes directrices pertinentes du SCC.

4.3 Conformité aux lignes directrices provinciales et nationales relatives aux soins dentaires

L'entrepreneur doit consulter le chef des Services de santé physique afin de s'assurer que les pratiques dentaires sont conformes aux lois applicables et aux normes de pratique les plus récentes.

4.4 Voici la liste non exhaustive des lois applicables ainsi que des politiques et lignes directrices pertinentes du SCC. Les politiques et lignes directrices du SCC peuvent être consultées sur la page Web du SCC à l'adresse www.CSC-SCC.GC.ca. Elles sont aussi disponibles en version papier.

- Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, article 85 – Services de santé
- Directive du commissaire n° 800 – Services de santé
- Cadre national des services de santé essentiels
- Directives médicales d'urgence
- SCC - Programme d'assurance de la qualité en matière de stérilisation dans les établissements de santé
- Formulaire national
- Bilan comparatif des médicaments
- Lignes directrices sur les événements indésirables
- Procédures de documentation à l'intention des professionnels des Services de santé
- Abréviations pour les Services de santé
- Lignes directrices sur la communication de renseignements personnels sur la santé
- Normes d'agrément et Pratiques opérationnelles requises

4.5 Consignation des renseignements dans le dossier des soins dentaires

- a) L'entrepreneur doit consigner les renseignements sur tous les soins dentaires fournis dans le dossier des soins dentaires (papier et électronique) du détenu de manière conforme aux lois applicables, aux normes de pratique professionnelle pertinentes et aux procédures de documentation à l'intention des professionnels des Services de santé du SCC.
- b) À titre de mesure de responsabilisation et d'assurance de la qualité, le chef des Services de santé physique examinera périodiquement les renseignements consignés par l'entrepreneur pour en vérifier la qualité, la cohérence et l'exhaustivité.
- c) Tous les dossiers des soins dentaires des détenus doivent rester à l'établissement.

5. Tâches

- 5.1 L'entrepreneur doit fournir aux détenus les services dentaires essentiels tels que le demande le chef des Services de santé physique, selon le Cadre national relatif aux soins de santé essentiels et selon toute modification à ce Cadre émise par le SCC durant la période du contrat et toute période optionnelle exercée par le Canada.
- 5.2 L'entrepreneur doit dresser la liste des cliniques dentaires et l'horaire des rendez-vous trié à partir des demandes et des urgences dentaires.
- 5.3 À titre de dentiste, l'entrepreneur doit gérer tous les aspects des services de soins dentaires, y compris la coordination des soins fournis aux détenus par des spécialistes dentaires, afin d'assurer la continuité et l'intégration des soins. Cette fonction comprend, entre autres, l'approbation de toutes les recommandations formulées par les fournisseurs de soins dentaires de l'extérieur du SCC.
- 5.4 L'entrepreneur doit consigner l'évaluation de la santé dentaire, le traitement et les consultations dans le dossier des soins dentaires du détenu.
- 5.5 L'entrepreneur doit consulter le chef des Services de santé physique au sujet des besoins en matière de fournitures dentaires et d'équipement. Toute demande concernant les fournitures et l'équipement doit être soumise au chef des Services de santé physique aux fins d'approbation.
- 5.6 L'entrepreneur doit fournir ce qui suit :
 - a) un dentiste;
 - b) un assistant dentaire;
 - c) du personnel de relève (dentiste et/ou assistant dentaire) afin d'assurer la continuité des services et le respect des exigences opérationnelles du gouvernement du Canada lorsque l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services (notamment en raison d'un congé ou d'une maladie).
- 5.7 Le dentiste doit superviser les activités de l'assistant dentaire fournit par l'entrepreneur dans le cadre de ce contrat.
- 5.8 Les tâches que l'assistant dentaire doit exécuter comprennent, entre autres, les suivantes :
 - a) préparer le secteur réservé au traitement/à la clinique;
 - b) assurer la préparation des cliniques dentaires en assignant les rendez-vous selon le niveau de priorité des soins;
 - c) nettoyer et stériliser les instruments et les pièces à main;
 - d) passer les instruments au dentiste (technique d'une seule main ou de deux mains);

- e) savoir utiliser le système d'aspiration à haute vitesse dans la cavité buccale;
- f) préparer du matériau de restauration;
- g) effectuer de simples procédures de laboratoire, comme préparer des empreintes dentaires et tailler des modèles d'étude;
- h) gérer les fournitures et l'équipement (entreposage et renouvellement des stocks fournis par le SCC);
- i) surveiller l'inventaire des fournitures dentaires et de l'équipement;
- j) faire des vérifications microbiologiques/tests de stérilité;
- k) consigner les données dans le dossier du patient selon les instructions du dentiste;
- l) fournir aux détenus une éducation sur la santé bucco-dentaire (extrabuccale); et
- m) donner les instructions sur l'entretien et la maintenance des appareils dentaires préajustés.

5.9 L'entrepreneur doit veiller à ce que la stérilisation de l'équipement et des outils dentaires est exécuté uniquement par du personnel dentaire formé selon les normes provinciales en matière de stérilisation.

5.10 L'entrepreneur doit suivre les recommandations concernant les médicaments exclus du Formulaire national du SCC et les produits qui nécessitent une autorisation spéciale.

- a) L'entrepreneur doit s'assurer que :
 - i) les demandes de médicaments exclus du Formulaire national du SCC sont faites conformément au formulaire national du SCC;
 - ii) les demandes de produits qui nécessitent une autorisation spéciale recommandés par l'entrepreneur sont faites conformément au Cadre des services de santé essentiels du SCC.

6. Processus d'enquête et de règlement des griefs

6.1 L'entrepreneur doit participer à différents processus internes d'enquête et de règlement des griefs des détenus qui peuvent comprendre un examen des renseignements consignés par l'entrepreneur dans les dossiers de soins de santé. À la demande du chef des Services de santé physique, l'entrepreneur peut devoir subir des entrevues dans le cadre du processus d'enquête ou de règlement de griefs d'un détenu.

7. Services liés à la prestation des services de santé au SCC

- 7.1 L'entrepreneur doit connaître les normes d'agrément du SCC, les pratiques organisationnelles requises et d'autres initiatives du SCC visant l'assurance et l'amélioration de la qualité, et formuler des commentaires à leur sujet.

8. Permis d'exercice et exigences en matière de notification

- 8.1 L'entrepreneur doit s'assurer que les ressources proposées ont un permis d'exercice valide et en règle de l'Ordre des dentistes de la province de Québec pour la durée du contrat.
- 8.2 L'entrepreneur doit aviser le chef des Services de santé physique de tout problème pouvant remettre en question sa compétence et la compétence de ses ressources ainsi que de toute restriction imposée par l'organisme de réglementation professionnelle qui touche la capacité de l'entrepreneur et de ses ressources de fournir les services dentaires aux détenus.
- 8.3 L'entrepreneur doit aviser immédiatement le chef des Services de santé physique de toute plainte importante dont il, ou ses ressources, font l'objet.

9. Sécurité

- 9.1 Tout équipement, y compris des dispositifs de communication, que l'entrepreneur souhaite apporter à l'établissement doit être approuvé à l'avance par le chef des Services de santé physique et les responsables de la Sécurité du SCC.
- 9.2 À titre de visiteur dans un établissement correctionnel du SCC, l'entrepreneur devra se conformer aux exigences de l'établissement en matière de sécurité qui peuvent varier en fonction des activités des détenus. L'entrepreneur peut faire face à des retards ou se voir refuser l'entrée à certains secteurs à certains moments, même si des arrangements en matière d'accès ont été faits au préalable.

10. Langue de travail

- 10.1 L'entrepreneur doit s'assurer que les ressources proposées peuvent communiquer dans les deux langues officielles soient le français et l'anglais.

11. Heures de travail

- 11.1 L'entrepreneur doit fournir des soins aux détenus d'un ou des établissements suivants : Port-Cartier, Donnacona, Drummond, Cowansville, Joliette, CRR/USD, Archambault/CRSM et La Macaza dans la région du Québec pendant les heures de clinique. Les besoins par établissement sont identifiés dans le tableau de l'Annexe B – Base de paiement proposée.
- 11.2 En cas d'un retard imprévu ou d'annulation de la clinique, l'entrepreneur sera payé une heure au taux horaire calculé à partir de l'heure à laquelle la clinique devait commencer.

- 11.3 En cas de retard, le chef des Services de santé physique se réserve le droit d'annuler le temps restant de la clinique sans frais supplémentaires pour le SCC.
- 11.4 Le chef des Services de santé physique peut, à sa discrétion, modifier l'horaire de la clinique et le nombre d'heures par semaine durant la période du contrat et toute période optionnelle exercée par le Canada.
- 11.5 Le chef des Services de santé physique avisera l'entrepreneur de tout changement à l'horaire de la clinique au moins une semaine avant l'entrée en vigueur du changement.

12. Réunions

- 12.1 À la demande du chef des Services de santé physique, une rencontre initiale aura lieu au début des travaux pour finaliser l'étendue des travaux à fournir en vertu du contrat.
- 12.2 À la demande du chef des Services de santé physique, l'entrepreneur doit assister aux réunions de l'équipe des Services de santé (maximum de seize (16) heures de réunion par année). L'entrepreneur peut facturer le temps passé à assister aux réunions à un taux de 65% du tarif horaire ferme.

13. Exigences relatives aux rapports

- 13.1 Dans le cadre d'un mécanisme de surveillance permanente efficace pour assurer une reddition de compte, une uniformité, une rentabilité et des pratiques exemplaires propres aux besoins de la population de délinquants sous la responsabilité du SCC, l'entrepreneur doit fournir, une fois par mois, l'information sur les procédures au chef des Services de santé physique. L'entrepreneur doit utiliser à cette fin le modèle fourni d'outil électronique de collecte de données pour les Services dentaires.
- 13.2 À la demande du chef des Services de santé physique, l'entrepreneur doit produire un rapport ou contribuer aux rapports régionaux.

14. Contraintes

- 14.1 Travail en milieu correctionnel
 - a) Le détournement des médicaments susceptibles de créer une forte dépendance est un risque qui existe dans un milieu correctionnel. Pour des raisons de sécurité, la prescription de médicaments est soumise à des restrictions qui n'existent peut-être pas dans la collectivité. Des problèmes entourant le détournement possible ainsi que la possibilité très réelle d'abus des narcotiques et d'autres questions de sécurité peuvent se poser dans les établissements du SCC.
 - b) La pratique dentaire devrait être généralement conforme à la pratique dans la collectivité dans ce domaine, mais comme les soins sont fournis en milieu carcéral dans le cadre du présent contrat, certaines restrictions sont imposées. Le SCC établit des politiques et des lignes directrices afin de fournir des directives aux professionnels de la santé concernant ces restrictions.

15. Soutien à l'entrepreneur

- 15.1 Le SCC assurera l'approvisionnement en fournitures et l'équipement nécessaires à la prestation des services dentaires aux détenus.

ANNEXE B – Base de paiement proposée

1.0 Période du contrat (de l'octroi au 31 mai 2019) (à l'exception de l'établissement La Macaza)

L'entrepreneur sera payé selon les modalités de paiement suivantes pour le travail effectué dans le cadre du contrat. L'inclusion de données volumétriques dans ce document ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services décrits dans la demande de soumissions correspondra à ces données.

Honoraires professionnels

- a) Pour la prestation des services décrits à la partie 4 – Énoncé des travaux, l'entrepreneur sera payé le taux horaire ferme tout inclus ci-dessous dans le cadre du présent contrat, TVH ou TPS en sus (si applicable).

ÉTABLISSEMENT	CATÉGORIE DE RESSOURCE	TAUX HORAIRE TOUT COMPRIS POUR LA PRESTATION DE SERVICES A	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ (heures) B	Total (en \$ CA) A x B = C C
Archambault (unité minimum, médium et CRSM)	Dentiste	_____ \$	Maximum de 1152 heures de service/ année. <i>Maximum de douze (12) cliniques de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 1 296 heures de service/ année. <i>Maximum de douze (12) cliniques de 9 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Centre régional de réception (CRR/USD)	Dentiste	_____ \$	Maximum de 504 heures de service/ année. <i>Maximum de six (6) cliniques de 7 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 543 heures de service/ année. <i>Maximum de six (6) cliniques de 7,5 heures et 3 heures de préparation /mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$

Cowansville	Dentiste	_____ \$	Maximum de 768 heures de service/ année. <i>Maximum de huit (8) cliniques de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 1152 heures de service/ année. <i>Maximum de douze (12) cliniques de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Drummond	Dentiste	_____ \$	Maximum de 384 heures de service/ année. <i>Maximum de quatre (4) clinique de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 384 heures de service/ année. <i>Maximum de huit (8) cliniques de 4 heures/ mois (En avant-midi).</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Donnacona	Dentiste	_____ \$	Maximum de 432 heures de service/ année. <i>Maximum de six (6) cliniques de 6 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 432 heures de service/ année. <i>Maximum de six (6) cliniques de 6 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Joliette	Dentiste	_____ \$	Maximum de 144 heures de service/ année. <i>Maximum de deux (2) cliniques de 6 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 192 heures de service/ année. <i>Maximum de deux (2) cliniques de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$

Port-Cartier	Dentiste	_____ \$	Maximum de 336 heures de service/ année. <i>Maximum de quatre (4) cliniques de 7 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 420 heures de service/ année. <i>Maximum de cinq (5) cliniques de 7 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$

Établissement La Macaza

Honoraires professionnels, Période du contrat (1^{er} juin 2019 au 31 mai 2020)

ÉTABLISSEMENT	CATÉGORIE DE RESSOURCE	TAUX HORAIRE TOUT COMPRIS POUR LA PRESTATION DE SERVICES A	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ (heures) B	Total (en \$ CA) A x B = C C
La Macaza	Dentiste	_____ \$	Maximum de 216 heures de service/ année. <i>Maximum de trois (3) cliniques de 6 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 252 heures de service/ année. <i>Maximum de trois (3) cliniques de 7 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$

*Le niveau d'effort estimé est pour fin d'évaluation.

Note : Les taux horaires sont des taux fermes qui incluent tous autres frais reliés à la prestation de services. Aucun frais de déplacement et de subsistance ne sera payé.

Seuls les services rendus seront payés.

2.0 Options de prolongation de la période du contrat

Sous réserve de l'exercice de l'option de prolonger le contrat conformément à l'article 4, Durée du contrat, section 4.2, Option de prolongation du contrat, l'entrepreneur sera payé le taux horaire ferme tout inclus, conformément au tableau suivant, TVH ou TPS en sus, pour effectuer tous les travaux et services exigés relativement à la prolongation du contrat.

2.1 Honoraires professionnels, Période optionnelle 1 (Du 1er juin 2019 au 31 mai 2020) (à l'exception de l'établissement La Macaza)

ÉTABLISSEMENT	CATÉGORIE DE RESSOURCE	TAUX HORAIRE TOUT COMPRIS POUR LA PRESTATION DE SERVICES A	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ (heures) B	Total (en \$ CA) A x B = C C
Archambault (unité minimum, médium et CRSM)	Dentiste	_____ \$	Maximum de 1 152 heures de service/ année. <i>Maximum de douze (12) cliniques de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 1 296 heures de service/ année. <i>Maximum de douze (12) cliniques de 9 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Centre régional de réception (CRR/USD)	Dentiste	_____ \$	Maximum de 504 heures de service/ année. <i>Maximum de six (6) cliniques de 7 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 543 heures de service/ année. <i>Maximum de six (6) cliniques de 7,5 heures et 3 heures de préparation /mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Cowansville	Dentiste	_____ \$	Maximum de 768 heures de service/ année. <i>Maximum de huit (8) cliniques de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 1 152 heures de service/ année. <i>Maximum de douze (12) cliniques de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$

Drummond	Dentiste	_____ \$	Maximum de 384 heures de service/ année. <i>Maximum de quatre (4) clinique de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 384 heures de service/ année. <i>Maximum de huit (8) cliniques de 4 heures/ mois (En avant-midi).</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Donnacona	Dentiste	_____ \$	Maximum de 432 heures de service/ année. <i>Maximum de six (6) cliniques de 6 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 432 heures de service/ année. <i>Maximum de six (6) cliniques de 6 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Joliette	Dentiste	_____ \$	Maximum de 144 heures de service/ année. <i>Maximum de deux (2) cliniques de 6 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 192 heures de service/ année. <i>Maximum de deux (2) cliniques de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Port-Cartier	Dentiste	_____ \$	Maximum de 336 heures de service/ année. <i>Maximum de quatre (4) cliniques de 7 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 420 heures de service/ année. <i>Maximum de cinq (5) cliniques de 7 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$

Établissement La Macaza : Période optionnelle 1 (1^{er} juin 2020 au 31 mai 2021)

ÉTABLISSEMENT	CATÉGORIE DE RESSOURCE	TAUX HORAIRE TOUT COMPRIS POUR LA PRESTATION DE SERVICES A	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ (heures) B	Total (en \$ CA) A x B = C C
Archambault (unité minimum, médium et CRSM)	Dentiste	_____ \$	Maximum de 216 heures de service/ année. <i>Maximum de trois (3) cliniques de 6 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 252 heures de service/ année. <i>Maximum de trois (3) cliniques de 7 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$

**Le niveau d'effort estimé est pour fin d'évaluation.*

Note : Les taux horaires sont des taux fermes qui incluent tous autres frais reliés à la prestation de services. Aucun frais de déplacement et de subsistance ne sera payé.

Seuls les services rendus seront payés.

2.2 Période optionnelle 2 (Du 1er juin 2020 au 31 mai 2021) (à l'exception de l'établissement La Macaza)

ÉTABLISSEMENT	CATÉGORIE DE RESSOURCE	TAUX HORAIRE TOUT COMPRIS POUR LA PRESTATION DE SERVICES A	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ (heures) B	Total (en \$ CA) A x B = C C
Archambault (unité minimum, médium et CRSM)	Dentiste	_____ \$	Maximum de 1 152 heures de service/ année. <i>Maximum de douze (12) cliniques de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 1 296 heures de service/ année. <i>Maximum de douze (12) cliniques de 9 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Centre régional de réception (CRR/USD)	Dentiste	_____ \$	Maximum de 504 heures de service/ année. <i>Maximum de six (6) cliniques de 7 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 543 heures de service/ année. <i>Maximum de six (6) cliniques de 7,5 heures et 3 heures de préparation /mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Cowansville	Dentiste	_____ \$	Maximum de 768 heures de service/ année. <i>Maximum de huit (8) cliniques de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 1 152 heures de service/ année. <i>Maximum de douze (12) cliniques de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$

Drummond	Dentiste	_____ \$	Maximum de 384 heures de service/ année. <i>Maximum de quatre (4) clinique de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 384 heures de service/ année. <i>Maximum de huit (8) cliniques de 4 heures/ mois (En avant-midi).</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Donnacona	Dentiste	_____ \$	Maximum de 432 heures de service/ année. <i>Maximum de six (6) cliniques de 6 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 432 heures de service/ année. <i>Maximum de six (6) cliniques de 6 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Joliette	Dentiste	_____ \$	Maximum de 144 heures de service/ année. <i>Maximum de deux (2) cliniques de 6 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 192 heures de service/ année. <i>Maximum de deux (2) cliniques de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Port-Cartier	Dentiste	_____ \$	Maximum de 336 heures de service/ année. <i>Maximum de quatre (4) cliniques de 7 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 420 heures de service/ année. <i>Maximum de cinq (5) cliniques de 7 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$

Établissement La Macaza : Période optionnelle 2 (1^{er} juin 2021 au 31 mai 2022)

ÉTABLISSEMENT	CATÉGORIE DE RESSOURCE	TAUX HORAIRE TOUT COMPRIS POUR LA PRESTATION DE SERVICES A	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ (heures) B	Total (en \$ CA) A x B = C C
Archambault (unité minimum, médium et CRSM)	Dentiste	_____ \$	Maximum de 216 heures de service/ année. <i>Maximum de trois (3) cliniques de 6 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 252 heures de service/ année. <i>Maximum de trois (3) cliniques de 7 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$

**Le niveau d'effort estimé est pour fin d'évaluation.*

Note : Les taux horaires sont des taux fermes qui incluent tous autres frais reliés à la prestation de services. Aucun frais de déplacement et de subsistance ne sera payé.

Seuls les services rendus seront payés.

2.3 Période optionnelle 3 (Du 1er juin 2022 au 31 mai 2022) (à l'exception de l'établissement La Macaza)

ÉTABLISSEMENT	CATÉGORIE DE RESSOURCE	TAUX HORAIRE TOUT COMPRIS POUR LA PRESTATION DE SERVICES A	NIVEAU D'EFFORT ESTIMÉ (heures) B	Total (en \$ CA) A x B = C C
Archambault (unité minimum, médium et CRSM)	Dentiste	_____ \$	Maximum de 1 152 heures de service/ année. <i>Maximum de douze (12) cliniques de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 1 296 heures de service/ année. <i>Maximum de douze (12) cliniques de 9 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Centre régional de réception (CRR/USD)	Dentiste	_____ \$	Maximum de 504 heures de service/ année. <i>Maximum de six (6) cliniques de 7 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 543 heures de service/ année. <i>Maximum de six (6) cliniques de 7,5 heures et 3 heures de préparation /mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Cowansville	Dentiste	_____ \$	Maximum de 768 heures de service/ année. <i>Maximum de huit (8) cliniques de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 1 152 heures de service/ année. <i>Maximum de douze (12) cliniques de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$

Drummond	Dentiste	_____ \$	Maximum de 384 heures de service/ année. <i>Maximum de quatre (4) clinique de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 384 heures de service/ année. <i>Maximum de huit (8) cliniques de 4 heures/ mois (En avant-midi).</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Donnacona	Dentiste	_____ \$	Maximum de 432 heures de service/ année. <i>Maximum de six (6) cliniques de 6 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 432 heures de service/ année. <i>Maximum de six (6) cliniques de 6 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Joliette	Dentiste	_____ \$	Maximum de 144 heures de service/ année. <i>Maximum de deux (2) cliniques de 6 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 192 heures de service/ année. <i>Maximum de deux (2) cliniques de 8 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$
Port-Cartier	Dentiste	_____ \$	Maximum de 336 heures de service/ année. <i>Maximum de quatre (4) cliniques de 7 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Assistant(e) dentaire	_____ \$	Maximum de 420 heures de service/ année. <i>Maximum de cinq (5) cliniques de 7 heures/ mois.</i>	_____ \$
	Réunions dentistes	65% du taux horaire ferme tout compris	Maximum de 16 heures/ année.	_____ \$

*Le niveau d'effort estimé est pour fin d'évaluation.

Note : Les taux horaires sont des taux fermes qui incluent tous autres frais reliés à la prestation de services. Aucun frais de déplacement et de subsistance ne sera payé.

Seuls les services rendus seront payés.

3.0 Frais remboursables

3.1 Le Canada n'acceptera aucuns frais de déplacement et de subsistance pour :

- (a) le travail effectué à l'établissement indiqué à l'article 3, Objectif, de l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- (b) tout déplacement entre le lieu d'affaires de l'entrepreneur et l'établissement; et
- (c) réinstaller des ressources pour répondre aux conditions du contrat. Ces frais sont compris dans les taux horaires tout compris précisés dans la présente annexe.

4.0 TVH ou TPS

4.1 Dans le contrat, tous les prix et toutes les sommes ne comprennent pas la taxe sur les produits et services (TPS), ni la taxe sur la vente harmonisée (TVH), selon le cas, à moins d'indication contraire. La TPS ou la TVH, selon le cas, s'ajoute au prix mentionné et sera payée par le Canada.

4.2 Le montant estimé de la TVH ou de la TPS de _____ \$ (à insérer à l'attribution du contrat) est compris dans le coût total estimé qui figure à la page 1 du présent contrat. Dans la mesure où elle s'applique, la TPS ou la TVH sera comprise dans toutes les factures et dans toutes les demandes d'acomptes à titre d'article distinct. Tous les articles détaxés ou exemptés, ou auxquels la TPS ou la TVH ne s'applique pas, devront apparaître ainsi sur toutes les factures. L'entrepreneur accepte de verser à l'Agence du revenu du Canada (ARC) le montant de la TPS ou de la TVH acquittée ou exigible.

ANNEXE C – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité



Government of Canada
Gouvernement du Canada

QUE2872

Contract Number / Numéro du contrat
21301-19-2850537

Security Classification / Classification de sécurité
Non classifiée

RECEIVED

MAR 27 2018

Dsic

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE	
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Région du Québec / Services de santé
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Services de dentiste et assistante dentaire aux établissements: Donnacona, Joliette, Archambault/CRSM, CRR/USD, Drummond, Cowansville, La Mécque et Port-Cartier.	
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis	
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)	<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès	
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>
Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>	
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion	
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information	
PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET / NATO SECRET <input type="checkbox"/>
SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET <input type="checkbox"/>	PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
	SECRET <input type="checkbox"/>
	TOP SECRET <input type="checkbox"/>
	TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
	TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>
	TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
NON CLASSIFIÉE



QUE2872



Contract Number / Numéro du contrat 21301-19-2850537 Security Classification / Classification de sécurité
--

PART A (continued) / PARTIE A (suite)	
8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? If Yes, indicate the level of sensitivity: Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel : Document Number / Numéro du document :	
PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)	
10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis	
<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS / COTE DE FIABILITÉ <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT / TRÈS SECRET - SIGINT <input type="checkbox"/> SITE ACCESS / ACCÈS AUX EMPLACEMENTS	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/> SECRET / SECRET <input type="checkbox"/> NATO SECRET / NATO SECRET <input type="checkbox"/> TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET
Special comments: / Commentaires spéciaux : _____ NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided. REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.	
10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? If Yes, will unscreened personnel be escorted? Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui <input type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)	
INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS	
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
PRODUCTION	
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)	
11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

NON CLASSIFIÉE



QUE2872



Contract Number / Numéro du contrat 21301-19-2850537 Security Classification / Classification de sécurité
--

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
 Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
 Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC						
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	
											A	B	C				
Information / Assais Renseignements / Éléments																	
Production																	
IT Media / Support TI																	
IT Link / Lien électronique																	

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
 La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? No / Non Yes / Oui
- If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
 Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.
12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
 La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? No / Non Yes / Oui
- If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
 Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité NON CLASSIFIÉE



QUE2872



Contract Number / Numéro du contrat <i>21301-19-2850537</i>
Security Classification / Classification de sécurité <i>Non classifiée</i>

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION			
13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Christine Perreault	Title - Titre DRSS	Signature <i>Christine Perreault</i>	
Telephone No. - N° de téléphone 450-967-3312	Facsimile No. - N° de télécopieur 450-967-3774	E-mail address - Adresse courriel christine.perreault@csc-scc.gc.ca	Date <i>2018.07.19</i>
14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) <i>Robert Wattie - Contract Security Analyst</i>	Title - Titre	Signature <i>Robert Wattie</i>	Digitally signed by Wattie, Robert DN: c=CA, o=GC, ou=CSC-SCC, cn=Wattie, Robert Date: 2018.03.27 11:35:04 -0400 Adobe Acrobat version: 2017.011.30068
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date 2018-03-27
15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached? Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes? <i>RW</i> <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui			
16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) <i>Isabelle Gravel</i>	Title - Titre <i>PPAC</i>	Signature <i>Isabelle Gravel</i>	
Telephone No. - N° de téléphone <i>450-661-9550 ext 3302</i>	Facsimile No. - N° de télécopieur <i>450-664-6626</i>	E-mail address - Adresse courriel <i>Isabelle.Gravel@csc-scc.gc.ca</i>	Date <i>20th March 2018</i>
17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité			
Name Paul Lepinski	Signature <i>Paul Lepinski</i>		
Telepl Agent à la Sécurité des contrats Contract Security Officer Programme de la Sécurité des contrats Contract Security Program <i>Paul.Lepinski@tpsgc-pwgsc.gc.ca</i> Téléphone: 613 957-1294	Address - Adresse courriel	Date <i>12-APR-2018</i>	

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
NON CLASSIFIÉE





ANNEXE D - Critères d'évaluation

1.0 Évaluation technique

1.1 Les éléments suivants de la proposition sont évalués et cotés selon les critères d'évaluation énoncés ci-après.

- Critères techniques obligatoires

Il est **impératif** que les soumissions **répondent à chacun de ces critères** pour démontrer leur respect des exigences.

1.2 TOUTE EXPÉRIENCE QUI N'EST PAS APPUYÉE PAR DES DONNÉES COMPLÉMENTAIRES POUR PRÉCISER OÙ, QUAND ET COMMENT ELLE A ÉTÉ ACQUISE ENTRAÎNERA LE REJET DE L'EXPÉRIENCE EN QUESTION AUX FINS DE L'ÉVALUATION.

1.3 Tous les exemples d'expérience doivent être strictement liés au travail. Les périodes d'études et de formation ne seront pas prises en considération, à moins d'indication contraire.

1.4 Il faut prouver son expérience en décrivant des projets et/ou emplois antérieurs, qu'ils soient terminés ou en cours.

1.5 Des références doivent être fournies pour chaque projet ou expérience de travail.

I. Lorsque la ressource proposée a acquis l'expérience énoncée au sein d'un organisme ou ministère fédéral canadien **en tant que fonctionnaire**, la référence doit être un fonctionnaire qui jouait un rôle de supervision par rapport à la ressource proposée au cours de la période d'emploi mentionnée.

II. Lorsque la ressource proposée a acquis l'expérience énoncée au sein d'un organisme ou ministère fédéral canadien **en tant que consultant**, la référence doit être le fonctionnaire chargé du projet dans le cadre duquel la ressource proposée a acquis l'expérience.

III. Les références doivent être présentées selon le format suivant :

- Nom;
- Organisme;
- Numéro de téléphone actuel; et
- Adresse courriel si disponible.

1.6 Présentation de la réponse

I. Afin de faciliter l'évaluation des propositions, il est recommandé que les soumissionnaires abordent, dans leur proposition, les critères obligatoires dans l'ordre où ils apparaissent dans le tableau Critères d'évaluation, en utilisant la numérotation présentée.

II. De plus, les soumissionnaires sont avisés que le nombre de mois d'expérience mentionné pour un projet ou une expérience dont le délai chevauche le délai d'un autre projet ou d'une autre expérience ne sera pris en considération qu'une seule fois. Par exemple, la durée du projet 1 s'échelonne de juillet 2001 à décembre 2001; la durée du projet 2 s'échelonne d'octobre 2001 à janvier 2002. Le nombre total de mois d'expérience pour ces deux projets est de sept (7) mois.

III. Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p.ex., 2 ans), le SCC ne tiendra pas compte de cette expérience si la soumission technique ne donne pas le mois et l'année, tel qu'exigé, pour la date de début et la date de fin de l'expérience alléguée.

IV. Le Canada n'évaluera que la période au cours de laquelle la ressource a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée pour la ressource jusqu'à la date de fin), plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la ressource a participé.



(A) Dentiste

#	Critères techniques obligatoires	Réponse fournie par le soumissionnaire (inclure l'endroit dans la soumission)	Conforme/ Non conforme
O1	Le soumissionnaire doit proposer qu'un (1) seul dentiste par établissement.		
O2	Le dentiste proposé doit posséder une autorisation d'exercer valide de l'ordre des dentistes provincial de la province où les services doivent être fournis. Le soumissionnaire doit fournir une copie de l'autorisation d'exercer avec la soumission.		
O3	Le dentiste proposé doit avoir au moins un an d'expérience de travail en tant que dentiste au cours des deux (2) dernières années.		

(B) Assistant(e) dentaire

#	Critères techniques obligatoires	Réponse fournie par le soumissionnaire (inclure l'endroit dans la soumission)	Conforme/ Non conforme
O4	Le soumissionnaire doit proposer qu'un (1) seul assistant dentaire par établissement.		
O5	L'assistant dentaire proposé doit avoir au moins un (1) an d'expérience de travail en tant qu'assistant dentaire au cours des trois (3) dernières années.		
O6	L'assistant dentaire proposé doit avoir au moins six (6) mois d'expérience de travail en tant qu'assistant dentaire <u>en soins intrabuccaux</u> au cours des deux (2) dernières années.		



ANNEXE E – Exigences en matière d'assurance

1. Assurance commerciale de responsabilité civile

L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

- a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par le Service correctionnel Canada.
- b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
- c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : étendre la couverture pour les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.



- l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.

2. Droits de poursuite :

Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

3. Assurance responsabilité contre les fautes professionnelles médicales

L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité contre les fautes professionnelles médicales d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.

La couverture est sur la base des réclamations découlant de services médicaux ou du défaut d'assurer des services médicaux qui ont pour conséquences des blessures, des préjudices psychologiques, des maladies ou le décès de toute personne en raison d'un acte de négligence, d'erreurs ou d'omissions



commises par l'entrepreneur lors de ses activités professionnelles ou dans le cadre des lois du bon samaritain.

S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.



ANNEXE F – Liste des établissements

<p>Établissement Donnacona</p> <p>1537, Route 138 Donnacona (Québec) G3M 1C9 Tél. : 418-285-2455 Télé. : 418-285-2027</p>	<p>Établissement Port-Cartier</p> <p>1, chemin de l'Aéroport, C.P. 7070 Port-Cartier (Québec) G5B 2W2 Tél. : 418-766-7070 Télé. : 418-766-6258</p>	<p>Établissement Cowansville</p> <p>400, avenue Fordyce, C.P. 5000 Cowansville (Québec) J2K 3N7 Tél. : 450-263-3073 Télé. : 450-263-0325</p>
<p>Établissement Archambault minimum</p> <p>244, Montée Gagnon Sainte-Anne-des-Plaines (Québec) J0N 1H0 Tél. : 450-478-5933 Télé. : 450-478-7077</p>	<p>Établissement Archambault médium</p> <p>242, Montée Gagnon Sainte-Anne-des-Plaines (Québec) J0N 1H0 Tél. : 450-478-5960 Télé. : 450-478-7655</p>	<p>Centre régional de réception</p> <p>246, Montée Gagnon Sainte-Anne-des-Plaines (Québec) J0N 1H0 Tél. : 450-478-5977 Télé. : 450-478-7661</p>
<p>Centre régional de santé mentale</p> <p>242, Montée Gagnon Sainte-Anne-des-Plaines (Québec) J0N 1H0 Tél. : 450-478-5960 Télé. : 450-478-0035</p>	<p>Établissement Drummond</p> <p>2025, rue Jean-de-Brébeuf Drummondville (Québec) J2B 7Z6 Tél. : 819-477-5112 Télé. : 819-477-9893</p>	<p>Établissement Joliette</p> <p>400, rue Marsolais Joliette (Québec) J6E 8V4 Tél. : 450-752-5257 Télé. : 450-752-2823</p>
<p>Établissement La Macaza</p> <p>321, Chemin de l'Aéroport La Macaza (Québec) J0T 1R0 Tél. : 819-275-2315 Télé. : 819-275-3079</p>	<p>Centre fédéral de formation site 6099</p> <p>6099, boulevard Lévesque Laval (Québec) H7C 1P1 Tél. : 450-661-7786 Télé. : 450-661-9485</p>	<p>Centre fédéral de formation site 600</p> <p>600, Montée Saint-François Laval (Québec) H7C 1S6 Tél. : 450-661-9620 Télé. : 450-661-7449</p>



ANNEXE G – Cadre national relatif aux soins de santé essentiels

Veillez consulter le document ci-joint.



Correctional Service
Canada

Service correctionnel
Canada



SAFETY, RESPECT
AND DIGNITY
FOR ALL

LA SÉCURITÉ,
LA DIGNITÉ
ET LE RESPECT
POUR TOUS

National Essential Health Services Framework

Cadre national relatif aux soins de santé essentiels

July 2013 / Juillet 2013

Canada

Table of Contents / Table de matières

Table of Contents / Table de matières	i
1. Background / Contexte	1
2. CSC National Advisory Committee on Essential Health Services / Comité consultatif national sur les services de santé essentiels du SCC.....	4
3. Access to essential services / Accès aux services essentiels	6
4. Access to non-essential services / Accès aux services non essentiels	7
5. Guiding Principles for decisions about essential and non-essential services / Principes directeurs relatifs aux décisions sur les services essentiels et non essentiels	7
6. Approval Process / Processus d’approbation	10
Appendix A. List of Health Services, Medical Equipment, and Supplies / Annexe A. Liste des services de santé, des équipements médicaux et des fournitures	11
<i>Core Essential Health Services / Services de santé essentiels de base.....</i>	<i>12</i>
<i>Assistive Devices and Mobility Aids / Aides à la mobilité et accessoires fonctionnels</i>	<i>12</i>
<i>Orthotics / Orthèses</i>	<i>13</i>
<i>Artificial limbs and speciality braces / Les membres artificiels et les appareils orthopédiques spéciaux</i>	<i>13</i>
<i>Hearing and Speech Impaired / Audition et troubles de la parole</i>	<i>14</i>
<i>Respiratory / Système respiratoire.....</i>	<i>14</i>
<i>Cosmetic and Esthetic Services / Services de soins cosmétiques et esthétiques</i>	<i>14</i>
<i>Physiotherapy / Physiothérapie.....</i>	<i>15</i>
<i>Other Health Services / Autres services de santé.....</i>	<i>15</i>
<i>Urinary Supplies / Fournitures relatives à l’appareil urinaire</i>	<i>15</i>
<i>Vision Care / Soins de la vue</i>	<i>15</i>
<i>Occupational Health and Safety / Santé et sécurité au travail</i>	<i>15</i>
<i>Allergies and Food Sensitivity Treatment / Traitement des allergies et de la sensibilité alimentaire.....</i>	<i>16</i>
<i>Breast Pumps / Pompes tire-lait.....</i>	<i>16</i>
<i>Nutritional Supplements / Suppléments alimentaires.....</i>	<i>16</i>
<i>Personal Hygiene Items / Articles d’hygiène personnelle.....</i>	<i>17</i>
<i>Clothing and Linen / Vêtements et linge de maison</i>	<i>17</i>
Appendix B. CSC’s Dental Service Standards / Annexe B. Normes de services dentaires du SCC.....	18
<i>Emergency Services / Services d’urgence.....</i>	<i>19</i>
<i>Anaesthesia / Anesthésie</i>	<i>19</i>
<i>Preventive Services / Services de prévention.....</i>	<i>19</i>

<i>Examinations / Examens</i>	19
<i>Radiographs / Radiographies</i>	20
<i>Restorative Services / Services de restauration</i>	20
<i>Endodontic Services / Services d'endodontie</i>	20
<i>Periodontal Services / Services parodontaux</i>	20
<i>Prosthodontic Services / Service de dentisterie prosthodontique</i>	21
<i>Surgical Services / Services chirurgicaux</i>	21
<i>Exceptions / Exceptions</i>	22
<i>Records / Dossiers</i>	22
<i>Review / Révision</i>	23
Appendix C. Criteria for Diagnostic Investigation / Annexe C. Critères de test diagnostique	24
Appendix D. Mental Health Services / Annexe D. Services de santé mentale	26
Appendix E. Public Health Services / Annexe E. Services de santé publique.....	28
Appendix F - Criteria for decision making / Annexe F – Critères pour la prise de décisions.....	30
Appendix G. Communications Regarding the Framework / Annexe G. Communication concernant le Cadre	33

1. Background / Contexte

Correctional Service Canada (CSC) is obligated, under the Corrections and Conditional Release Act (CCRA), to “provide every inmate with essential health care and reasonable access to non essential mental health care”

The Commissioner’s Directives 800 series are the key references on essential health services (Clinical services, mental health and public health services).

The mission of Health Services is to provide offenders with efficient and effective health services that **encourages individual responsibility, promotes healthy reintegration and contributes to safe communities.**

Health care services must respect gender, cultural, religious and linguistic differences, and be responsive to the special needs of women and Aboriginal people.

Consistent with the transformation agenda, CSC recognizes that health outcomes are a shared responsibility between service providers and inmates. Inmates must be involved in taking responsibility and proactive measures to safeguard their health.

Le Service correctionnel Canada (SCC) est tenu, aux termes de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, de veiller « à ce que chaque détenu reçoive les soins de santé essentiels et qu’il ait accès, dans la mesure du possible aux soins qui peuvent faciliter sa réadaptation et sa réinsertion sociale ».

Les directives du commissaire de la série 800 constituent les principaux documents de référence sur les services de santé essentiels (services cliniques, santé mentale et santé publique).

La mission des Services de santé est de fournir aux délinquants des services de santé efficaces et efficaces **qui permettent de promouvoir la responsabilité individuelle, favoriser la saine réinsertion sociale et contribuer à la sécurité des collectivités.**

Les Services de santé doivent respecter les différences entre les sexes, les cultures et les groupes linguistiques et tenir compte des besoins propres aux femmes et aux Autochtones.

Conformément au programme de transformation, le SCC reconnaît que les résultats en matière de santé constituent une responsabilité partagée entre les prestataires de services et les détenus. Les détenus doivent s’impliquer dans cette responsabilité et prendre des mesures proactives pour protéger leur santé.

Health Services are provided in ambulatory Health Service Centres in institutions, regional hospitals and regional treatment / psychiatric centres. Inmates may have to go to the community for emergency services, specialized health care services and for hospitalization that cannot be accommodated in CSC's regional hospitals. In CSC, health care is provided by a wide range of regulated and non-regulated health professionals.

In broad terms health care means medical, dental, mental health care and public health services. During the period of incarceration, inmates are provided with a range of coordinated health services that are accessible, affordable, and appropriate to the correctional environment.

Within CSC the comprehensive health services provided to inmates are administratively managed in three categories: clinical services, mental health and public health. Clinical Services refers to assessment, diagnosis and treatment of acute and chronic physical illnesses. Mental health care includes assessment, intervention, treatment and support services and discharge planning provided to inmates with significant mental health needs in the areas of emotion, thinking and/or behaviour.

Les services de santé sont fournis dans les centres de soins ambulatoires à l'intérieur des établissements, dans les hôpitaux régionaux et dans les centres de traitement / psychiatriques régionaux. Il est possible que les détenus doivent se rendre dans la collectivité pour y recevoir des soins d'urgence, des soins spécialisés ou pour y être hospitalisés, lorsque cela est impossible dans un hôpital régional du SCC. Au SCC, les soins de santé sont dispensés par des professionnels de la santé réglementés et non réglementés.

En termes généraux, les soins de santé comprennent les soins médicaux, dentaires, les soins de santé mentale et les services de santé publique. Pendant la durée de leur incarcération, les détenus ont droit à tout un éventail de services de santé coordonnés qui sont accessibles, abordables et adaptés au milieu correctionnel.

Au sein du SCC, les services de santé complets offerts aux détenus sont administrés selon trois catégories : les services cliniques, la santé mentale et la santé publique. Les services cliniques visent le dépistage, le diagnostic et le traitement des maladies aiguës ou chroniques. Les soins de santé mentale comprennent le dépistage, l'intervention, le traitement et les services de soutien ainsi que la planification de la continuité des soins offerts aux détenus qui ont des besoins importants en santé mentale pour ce qui touche les émotions, la pensée ou le comportement.

Public health consists of the services and resources provided to inmates related to health promotion and education; prevention, control and management of infectious diseases; epidemiology and surveillance; and discharge planning for community reintegration.

La santé publique consiste en les services et ressources fournis aux détenus en ce qui concerne la promotion et l'éducation en matière de santé; la prévention, le contrôle et la gestion des maladies infectieuses; l'épidémiologie et la surveillance ainsi que la planification de la continuité des soins en vue de la réinsertion sociale dans la collectivité.

One of the key priorities for Health Services is to improve the quality and consistency of essential health service delivery. As highlighted in the Audit of Physical Health Care Delivery to Inmates (April 2008), in the past CSC defined essential services in general terms. This left room for interpretation by site health services personnel as to which health services are essential and provided by CSC, and which are non-essential and may be provided if paid for by the inmate. This led to inconsistency in the provision of health care services from site to site.

L'une des principales priorités des Services de santé est d'améliorer la qualité et l'uniformité des soins de santé essentiels dispensés. Comme en témoigne le rapport sur la vérification des soins de santé physique dispensés aux détenus (avril 2008), le SCC définissait par le passé les services essentiels en termes généraux, ce qui laissait une marge au personnel des soins de santé de chaque établissement pour déterminer les soins de santé qui sont essentiels et dispensés par le SCC et ceux qui ne sont pas essentiels et qui peuvent être prodigués sous réserve que le détenu en règle la note. Cela se traduisait par un manque d'uniformité d'un établissement à l'autre dans la prestation des soins de santé.

The purpose of this Framework and the [National Formulary](#) is the promotion of quality and consistency in health services across the country, and allows CSC to make decisions based on monitoring and analyzing the effectiveness and efficiency of essential health services.

Le but de ce Cadre et le [Formulaire national](#) est de promouvoir la qualité et l'uniformité des services de soins de santé à travers le pays et il permet au SCC de prendre des décisions fondées sur la surveillance et l'analyse de l'efficacité et de l'efficience des services de santé essentiels.

2. CSC National Advisory Committee on Essential Health Services / Comité consultatif national sur les services de santé essentiels du SCC

In order to move forward with the development of a comprehensive framework a National Advisory Committee on Essential Health Services was established in 2009 to provide an effective ongoing oversight mechanism to ensure accountability, consistency, cost effectiveness and best practices specific to the needs of CSC's population. The Committee has adopted a phased approach to clarify/define essential health services in the areas of clinical services, mental health and public health.

The Committee reviews the nature and scope of regional "special authorization" requests and approvals, is responsible for making recommendations on new and emerging services and technologies and enhances national consistency through revision and updates to the Framework.

In the first phase (2009-2010) CSC, under the leadership of the Committee, addressed the recommendation of the Audit of Physical Health Care Delivery to Inmates (April 2008) and focused on services in Health Service Centres in institutions, namely, clinical services.

Pour faire avancer l'élaboration d'un cadre global, un Comité consultatif national sur les services de santé essentiels a été mis sur pied en 2009 afin de fournir un mécanisme de surveillance continue pour assurer la responsabilisation, l'uniformité, la rentabilité et l'établissement de pratiques exemplaires propres aux besoins de la population du SCC. Le Comité a adopté une approche progressive pour cerner et définir les services de soins de santé essentiels dans les domaines des services cliniques, de la santé mentale et de la santé publique.

Le Comité examine la nature et la portée des demandes régionales « d'autorisations spéciales » et d'approbations, formule des recommandations sur les nouveaux services et technologies et accroît l'uniformité à l'échelle nationale grâce à des révisions et des mises à jour du cadre.

Au cours de la première étape (2009-2010), le SCC, sous la gouverne du Comité, a donné suite à la recommandation issue de la vérification des soins de santé physique dispensés aux détenus (avril 2008) et s'est concentré sur les services offerts dans les centres de santé en établissement, notamment les services cliniques.

In the second phase (2010-2011), the Committee focused on mental health services. Annex D – Mental Health Services outlines a framework for decision making on the provision of essential mental health services along the continuum of care from intake through to warrant expiry, including mental health screening at intake, primary mental health care, intermediate mental health care, intensive care at the regional treatment centres, and transitional care for release to the community.

Durant la deuxième étape (2010-2011), le Comité s'est penché sur les services de santé mentale. L'Annexe D – Services de santé mentale présente un cadre pour la prise de décisions relatives à la prestation de services de santé mentale essentiels tout au long du continuum des soins. Ce continuum comprend : le dépistage des troubles mentaux à l'évaluation initiale, les soins de santé mentale primaires, les soins de santé mentale intermédiaires, les soins intensifs dans les centres régionaux de traitement et les soins de transition en vue de la remise en liberté dans la collectivité.

In the third phase (2011-2012), the Committee focused on public health services. Annex E Public Health Services provides a framework for the provision of public health services to inmates.

Durant la troisième étape (2011-2012), le Comité a examiné les services de santé publique. Un cadre pour la prestation de ces services aux détenus est présenté à l'Annexe E (Services de santé publique).

3. Access to essential services / Accès aux services essentiels

There are several ways that health services may be accessed. Inmates may initiate access by submitting, in confidence, a request for health services (clinical services, mental health, public health), and indicating the reason for the request. Inmate requests are reviewed, prioritized according to urgency, and services are provided by a health care provider.

An inmate may also be referred to Health Services by any staff in the institution.

Some Health Service Centers have “drop in hours” where inmates can be seen by showing up at the Centre. Visits with Physicians/Specialists (including Psychiatrists) and other health care professionals are pre-booked according to need and institutional operational requirements. When inmates are referred to community medical/psychiatric services they are subject to the same waiting period as community members. Accessing community services is also subject to the operational requirements of the institution.

Il y a plusieurs voies d'accès aux services de santé. Les détenus peuvent présenter, à titre confidentiel, une demande de services de santé (services cliniques, santé mentale, santé publique) en précisant le motif de leur demande. Ces demandes sont examinées et classées par ordre de priorité en fonction de leur niveau d'urgence. Un fournisseur de soins de santé dispense ensuite des services au détenu.

Un détenu peut aussi être aiguillé vers les Services de santé à la demande d'un membre du personnel de l'établissement.

Certains centres de services de santé ont des heures de cliniques sans rendez-vous durant lesquelles les détenus peuvent être vus lorsqu'ils se présentent au centre de santé. Les rendez-vous avec des médecins ou des spécialistes (y compris des psychiatres) sont pris à l'avance en fonction des besoins et des exigences opérationnelles de l'établissement. Lorsque des détenus sont aiguillés vers des services médicaux/psychiatriques à l'extérieur des établissements, ils sont assujettis au même délai d'attente que les membres de la collectivité. L'accès aux services offerts dans la collectivité est également en fonction des exigences opérationnelles de l'établissement.

4. Access to non-essential services / Accès aux services non essentiels

According to [CD 800](#), “inmate requested services deemed non-essential will be at the inmate’s complete expense including consultation fees; and at the discretion of the Institutional Heads, any associated escort costs. Health Services shall be responsible for the coordination of arrangements for inmate requested services.”^a

Selon la [DC 800](#), « Lorsque le détenu demande des services qui ne sont pas jugés essentiels par le médecin de l’établissement, il doit en assumer tous les frais; y compris les frais de consultation et, à la discrétion du directeur, les coûts connexes associés aux fonctions d’escorte. Les services de santé sont responsables de la coordination des dispositions relatives aux services demandés par des détenus. »^b

5. Guiding Principles for decisions about essential and non-essential services / Principes directeurs relatifs aux décisions sur les services essentiels et non essentiels

The following guiding principles were considered in the development of the list (and exclusions) of funded services and are in accordance with relevant legislation, CSC Policy and CSC Health Services’ Mission:

Les principes directeurs suivants ont servi de référence pour l’élaboration de la liste des services financés (et des exclusions) et est en conformité avec législation pertinente, la politique du SCC et la mission des Services de santé.

The goal is the provision of essential health services to CSC’s inmate population;

L’objectif est la prestation de services de santé essentiels à la population carcérale du SCC;

CSC recognizes that health outcomes are a shared responsibility between service providers and inmates. Inmates will be expected to take responsibility and be proactive in safeguarding their health;

Le SCC reconnaît que les résultats en matière de santé sont une responsabilité partagée entre les prestataires de services et les détenus. On s’attend à ce que les détenus assument cette responsabilité et soient proactifs pour protéger leur santé;

^a Form 532 (Inmate Request to Encumber/Disburse Funds) is completed by the inmate with the assistance of health services staff

^b Le formulaire 532 (Demande du détenu pour charger/débourser des fonds) doit être complété par le détenu avec l’aide du personnel des Services de santé

In meeting its mandate to provide essential services, CSC should not normally exceed the level of health services that are available through provincially public-funded health and social service programs;

Dans le mandat qui lui est confié de fournir des services essentiels, le SCC ne doit normalement pas excéder le niveau des services de santé disponibles dans les réseaux de santé publics et de services sociaux provinciaux;

Provincially public-funded services vary across provinces and CSC is responsible for establishing national standards that promote effectiveness and efficiency;

Les services financés par les réseaux publics provinciaux varient d'une province à l'autre et le SCC est responsable d'établir des normes nationales qui favorisent l'efficacité et l'efficience;

Medical, dental and mental health care services will be provided by health care professionals conforming to professionally accepted standards; and

Les soins médicaux, dentaires et de santé mentale seront dispensés par des professionnels de la santé autorisés conformément aux normes professionnelles reconnues; et

Health services will be provided consistent with the unique requirements of the correctional environment emphasizing safety, security and in support of the correctional plan.

Les services de santé seront dispensés dans le contexte des exigences uniques à l'environnement correctionnel, la protection et la sécurité demeurant toujours des priorités de même que l'appui au plan correctionnel.

Incarceration presents an important public health opportunity to promote and protect the health of a population with a high co-morbidity of diseases at high risk of contracting and spreading infectious diseases.

Sur le plan de la santé publique, l'incarcération est une occasion de favoriser et de protéger la santé d'une population ayant un taux de comorbidité élevé, ainsi qu'un risque élevé de contracter et de propager des maladies infectieuses.

Public health services are tied to epidemiology and surveillance which are the on-going processes of collecting, analyzing and sharing information about risks and disease trends and distributions occurring in a population so that the appropriate prevention, education and treatment requirements can be identified.

Les services de santé publique doivent effectuer des études d'épidémiologie et de la surveillance, ce qui englobe la collecte, l'analyse et la communication continue de renseignements sur les risques et sur les tendances relatives aux maladies contractées au sein d'une population et elle vise à déterminer les mesures appropriées en matière de prévention, de sensibilisation et de traitement.

Essential health services are provided to inmates throughout their incarceration including assessment and screening at intake, the provision of acute, intermediate and chronic care during incarceration and the planning for health care services upon release into the community.

Les services de santé essentiels sont offerts aux détenus tout au long de leur incarcération, ce qui comprend l'évaluation et le dépistage à l'admission, la prestation de soins actifs et intermédiaire et de soins aux malades chroniques pendant l'incarcération et la planification des soins de santé en prévision de la mise en liberté dans la collectivité.

These principles recognize that the determination about which service is required for an inmate at a specific time remains the function of the health care professionals, based on a sound clinical assessment.

Ces principes reconnaissent qu'il appartient aux professionnels de la santé de décider des services à dispenser au détenu à un moment précis, en fonction de l'évaluation clinique effectuée.

6. Approval Process / Processus d'approbation

In order to assist with making a determination about essential and non-essential services and achieve consistency across regions, refer to:

- [Appendix A – List of Health Services, Medical Equipment and Supplies](#)
- [Appendix B – Technical Annex on Dental Service Standards](#)
- [Appendix C – Criteria for Diagnostic Investigation](#)
- [Appendix D – Mental Health Services](#)
- [Appendix E – Public Health Services](#)
- [Appendix F - Criteria for decision making](#)

In order to promote and support national consistency selected special authorization requests will be monitored.

Pour aider à déterminer les services essentiels et non essentiels et à assurer l'uniformité entre les régions, le personnel peut consulter les annexes suivantes :

- [Annexe A – Liste des services de santé, des équipements médicaux et des fournitures](#)
- [Annexe B – Technique sur les normes en matière de services dentaires](#)
- [Annexe C – Critères de test diagnostique](#)
- [Annexe D – Services de santé mentale](#)
- [Annexe E - Services de santé publique](#)
- [Annexe F – Critères pour la prise de décisions](#)

Afin de favoriser l'uniformité nationale, certaines demandes d'autorisations spéciales régionales seront examinées.

Appendix A. List of Health Services, Medical Equipment, and Supplies / Annexe A. Liste des services de santé, des équipements médicaux et des fournitures

*(some items that Health Services does not provide
may be provided by other departments)*

*(certains éléments qui ne sont pas fournis par
les Services de santé seront peut-être fournis
par d'autres départements)*

The approved list identifies items/services according to “approved,” “not approved,” and “by special authorization”.

La liste présente les articles/services selon s'ils sont « approuvés » ou « non approuvés », ou s'ils doivent être approuvés « par suite d'une autorisation spéciale ».

Items/services listed as “approved” can be implemented routinely at the institutional level.

Les articles/services « approuvés » peuvent être mis en œuvre régulièrement dans les établissements

Items/services listed as “by special authorization” require regional approval by the Manager, Clinical Services; and,

Les articles/services qui doivent être approuvés « par une autorisation spéciale » nécessitent l'approbation régionale du gestionnaire, Services cliniques; et,

The requested special authorization must be recommended by the Institutional Physician or Dentist along with the medical justification for the request.

De plus, la demande d'autorisation spéciale doit être recommandée par le médecin ou le dentiste de l'établissement, qui doit fournir une justification médicale à l'appui.

Please note that the determination about specific health services for specific inmates at specific time remains the function of health professionals, based on clinical assessment.

Veillez noter que la détermination des services de santé requis pour des détenus particuliers et pour une période donnée demeure la responsabilité de professionnels de la santé et doit se fonder sur une évaluation clinique.

Legend / Légende	
Y / O	Approved / Approuvé
N	No / Non
SA / AS	Approved by Special Authorization / Approuvé par suite d'une autorisation spéciale

	Core Essential Health Services		Services de santé essentiels de base
1.	Physical Health	Y / O	Santé physique
2.	Mental Health	Y / O	Santé mentale
3.	Public Health	Y / O	Santé publique
4.	Dental Services	Y / O	Soins dentaires

A.	Assistive Devices and Mobility Aids		Aides à la mobilité et accessoires fonctionnels
1.	Pillows	N	Oreillers
2.	Mattresses	N	Matelas
3.	Wheelchairs		Fauteuils roulants
3-a	Electric	SA / AS	Électrique
3-b	Manual	Y / O	Manuel
4.	Motorized scooters	SA / AS	Scooters motorisés
5.	Walkers	Y / O	Déambulateurs
6.	Canes	Y / O	Cannes
7.	Crutches	Y / O	Béquilles
8.	Fibreglass casts	N	Plâtres en fibre de verre
9.	Back brace	Y / O	Corset lombaire
10.	Knee braces	Y / O	Attelles pour le genou
11.	Ankle braces	Y / O	Attelles de cheville

12.	Elbow supports	Y / O	Protège-coude
13.	Wrist supports	Y / O	Protège-poignet
14.	Tensor bandages	Y / O	Bandages de contention
15.	Heating pads	N	Coussins chauffants
16.	Hot water bottles	N	Bouillottes
17.	Support stockings	Y / O	Bas de contention
18.	Stump stockings	Y / O	Bonnets couvre-moignon
19.	Slings		Attelles
19-a	bandage type	Y / O	de type bandage
19-b	orthopedic type	Y / O	de type orthopédique
20.	Shoes	N	Souliers
21.	Corn pads	N	Coussinets pour les cors
B.	Orthotics		Orthèses
1.	Orthotics i.e. custom shoe inserts, over the counter orthotics	N	Orthèses c.-à-d: semelles fait sur mesure, orthèses qu'on peut obtenir sans ordonnance
c.	Artificial limbs and speciality braces		Les membres artificiels et les appareils orthopédiques spéciaux
1.	Artificial limbs and speciality braces <ul style="list-style-type: none"> Must be recommended by a specialist and approved by the Institutional Physician. Does not require approval by the Manager Clinical Services. The Chief Health Services can implement the order. 	Y / O	Les membres artificiels et les appareils orthopédiques spéciaux <ul style="list-style-type: none"> Doivent avoir été recommandées par un spécialiste et approuvées par le médecin de l'établissement. L'autorisation du gestionnaire des Services cliniques n'est pas nécessaire. Le chef des Services de santé peut faire la commande.

D.	Hearing and Speech Impaired		Audition et troubles de la parole
1.	Hearing aids (and how often)	Y / O (5 yrs / ans)	Appareils auditifs (à quelle fréquence)
2.	Hearing aid batteries	Y / O	Piles pour les appareils auditifs
3.	Repairs to hearing aids	Y / O	Réparations des appareils auditifs
4.	Cochlear implant processors	N	Processeurs d'implant cochléaire
E.	Respiratory		Système respiratoire
1.	<p>Continuous positive airway pressure (CPAP) or Auto titrating positive airway pressure (APAP) Machines and related replacement parts</p> <ul style="list-style-type: none"> • CSC will only provide after sleep study completed and upon the recommendation of a sleep specialist. • Regions will rent or buy machines that remain the property of CSC. • CSC will purchase tubing and masks once per year that "belongs to inmate". 	Y / O	<p>Appareils à ventilation spontanée en pression positive continue (VSPPC) ou appareils de ventilation nasale spontanée en pression positive continue avec titration automatique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le SCC ne fournira un appareil qu'après une évaluation du sommeil et à la recommandation d'un spécialiste du sommeil. • Les régions loueront ou achèteront les appareils de VSPPC, et ceux-ci appartiendront au SCC. • Le SCC achètera les tubes et les masques une fois par année (ils appartiendront au détenu).
2.	Aerochamber	Y / O	Aérochambre
F.	Cosmetic and Esthetic Services		Services de soins cosmétiques et esthétiques
1.	Reconstructive surgery	SA / AS	Reconstruction chirurgicale
2.	Cosmetic surgery	N	Chirurgie esthétique
3.	Tattoo removal	N	Détatouage
4.	Laser hair removal	N	Épilation au laser
5.	Esthetics	N	Esthétique
6.	Wigs	N	Perruques

G.	Physiotherapy		Physiothérapie
	Chronic Conditions : One session for teaching and two follow up sessions	Y/O	Conditions chroniques Une séance d'éducation et deux séances de suivi
	Acute Conditions : A maximum of ten sessions	Y/O	Conditions aiguës Nombre maximal de dix séances
H.	Other Health Services		Autres services de santé
1.	Chiropractic services	N	Services chiropratiques
2.	Registered massage therapy	N	Massothérapie autorisée
3.	Naturopath consultation	N	Consultation en naturopathie
4.	Acupuncture	N	Acuponcture
5.	Physical exam and form completion for Class 1 operator's license	N	Examen physique et formulaire à remplir pour les détenteurs de permis de classe 1
I.	Urinary Supplies		Fournitures relatives à l'appareil urinaire
1.	Colostomy equipment	Y / O	Équipement de colostomie
2.	Catheterization supplies	Y / O	Matériel de cathétérisme
3.	Incontinence supplies	Y / O	Produits pour incontinence
J.	Vision Care		Soins de la vue
1.	<ul style="list-style-type: none"> • Refraction (2 years)* • Frames and lenses (3 years)* *Referral to the Institutional Physician is required for assessment of medical need if requested before 2 years	Y / O	<ul style="list-style-type: none"> • Examen de la vue (2 ans)* • Montures et verres (3 ans)* * Si une demande est présentée avant qu'il se soit écoulé deux ans, le médecin de l'établissement doit en évaluer la nécessité du point de vue médical.
2.	Foldable intraocular lenses indicated in cataract surgery	Y / O	Lentilles intraoculaires pliables indiquées dans les cas de chirurgie de la cataracte
3.	Laser eye surgery	N	Chirurgie des yeux au laser
4.	Contact lenses and solution	N	Lentilles de contact et solution
K.	Occupational Health and Safety		Santé et sécurité au travail
1.	Safety glasses	N	Lunettes de sécurité

2.	Gloves	N	Gants
3.	Earplugs	N	Bouchons d'oreilles
L.	Allergies and Food Sensitivity Treatment		Traitement des allergies et de la sensibilité alimentaire
1.	Allergy testing (other than for food allergies)	Y / O	Tests d'immunologie (autres que les allergies alimentaires)
2.	Food allergy testing *As per the Food Allergy Testing Protocol	* Y / O	Tests d'allergies alimentaires *Selon le Protocole relatif aux tests d'allergies alimentaires
3.	Lactose Intolerance *As per Lactose Intolerance Management Protocol	* Y / O	Intolérance au lactose *Selon le protocole de Gestion de l'intolérance au lactose
4.	EpiPen®	Y / O	EpiPen®
M.	Breast Pumps		Pompes tire-lait
1.	Machine (rented or purchased – property of CSC) Health Canada Recommendations	*Y / O (2 yrs / ans)	L'appareil (loué ou acheté – propriété du SCC) Recommandations de Santé Canada
2.	Tubing and equipment “belongs to inmate”	*Y / O (2 yrs / ans)	Les tubes et les pièces appartiennent à la détenue
	*2 yrs – then reassess		*2 ans – puis réévaluer
N.	Nutritional Supplements		Suppléments alimentaires
1.	Artificial sweeteners (provided to inmates with diabetes by Food Services)	N	Édulcorants artificiels (fourni aux détenus avec un diabète par les Services d'alimentation)
2.	Nutritional Supplement drinks	N	Boissons – suppléments alimentaires
3.	Weight loss aids	N	Produits favorisant la perte de poids
4.	Protein supplements	N	Suppléments protéiques
5.	Herbal and naturopathic medicine	N	Herbes médicinales et les produits naturopathiques
6.	Organic food	N	Produits biologiques

7.	Vitamin/mineral supplements and digestive aid products	N	Vitamines/suppléments minéraux et aides digestifs
O.	Personal Hygiene Items		Articles d'hygiène personnelle
1.	Soap	N	Savon
2.	Toothpaste	N	Dentifrice
3.	Deodorant	N	Déodorant
4.	Cologne/perfume	N	Eau de Cologne/parfum
5.	Hand/body lotion	N	Lotion pour les mains ou le corps
6.	Shampoo (non-prescription)	N	Shampooing (sans ordonnance)
7.	Dandruff Shampoo	N	Shampooing antipelliculaire
8.	Acne treatment (other than prescription)	N	Traitement contre l'acné (autre que sous ordonnance)
P.	Clothing and Linen		Vêtements et linge de maison
1.	Clothing	N	Vêtements
2.	Mattress covers	N	Couvre-matelas
3.	Towels	N	Serviettes
4.	Sheets, blankets and pillow cases	N	Draps, couvertures et taies d'oreiller
5.	Laundry detergent	N	Détergent à lessive

Appendix B. CSC's Dental Service Standards / Annexe B. Normes de services dentaires du SCC

CSC's Dental Service Standards were reviewed and revised in 2012/2013 fiscal year in collaboration with a National Dental Working Group which was comprised of 5 CSC Institutional Dentists and Regional and National Health Services professionals and senior managers. A scan of provincial and federal dental plans was conducted and the information was utilized to help inform the working group during the revision.

Les normes de services dentaires au SCC ont été révisées en 2012-2013 avec la collaboration d'un groupe de travail national composé de cinq dentistes travaillant dans des établissements ainsi que de professionnels des Services de santé et de hauts dirigeants des administrations régionales et nationale. Les régimes de soins dentaires du gouvernement fédéral et des provinces ont été examinés et ont guidé les membres du groupe de travail durant leur révision.

Essential dental care focuses on relieving pain and infection, managing disease and providing education on preventative oral hygiene. Essential dental care will be guided by the following key features^c:

Les soins dentaires essentiels misent sur le soulagement de la douleur et de l'infection, le traitement de maladies et la sensibilisation à une bonne hygiène buccale (prévention). Les soins jugés essentiels satisfont aux critères suivants :

- 1) It provides relief from pain and infection
- 2) It maintains or restores function, in particular, the ability to chew food
- 3) It relies on active participation and individual responsibility of the patient/inmate to:
 - a) practice good oral hygiene
 - b) attend scheduled appointments
- 4) It provides management of acute and chronic oral disease
- 5) It provides preventative services; and education on oral health hygiene and the prevention of oral disease

- 1) ils soulagent la douleur et l'infection;
- 2) ils préservent ou rétablissent une fonction, en particulier celle de mâcher;
- 3) ils dépendent de la participation active du patient ou du détenu, qui doit :
 - a) avoir de bonnes habitudes d'hygiène buccale;
 - b) se présenter aux rendez-vous prévus;
- 4) ils traitent une maladie buccale aiguë et chronique;
- 5) ils fournissent des services de prévention et sensibilisent au maintien d'une bonne hygiène buccale et à la prévention des maladies connexes.

^c Some aspects were taken from the "Report on Essential Dental Care" by the Committee on Clinical and Scientific Affairs, Canadian Dental Association, October 2012 / Certains aspects sont tirés du Rapport sur les soins dentaires essentiels préparé par le Comité des affaires cliniques et scientifiques, Association dentaire canadienne, octobre 2012

A.	Emergency Services		Services d'urgence
2.	Tooth and root extractions	Y / O	Extraction de dents et de racines
3.	Opening of the pulp chamber	Y / O	Ouverture de la chambre pulpaire
4.	Drainage of an abscess	Y / O	Drainage d'un abcès
5.	Hemorrhage control	Y / O	Maîtrise d'une hémorragie
6.	Repair of a laceration	Y / O	Réparation d'une lacération
7.	Immobilization of a tooth loosened by trauma	Y / O	Immobilisation d'une dent ébranlée
B.	Anaesthesia		Anesthésie
1.	Local anaesthesia only	Y / O	Anesthésie locale seulement
C.	Preventive Services		Services de prévention
1.	All preventive services are done together not more than once in a 12-month period	Y / O	Tous les services de prévention sont effectués ensemble au plus une fois dans une période de 12 mois
2.	Dental scaling and hygiene procedure teaching	Y / O	Détartrage et enseignement des mesures d'hygiène
3.	Dental polishing	Y / O	Polissage de dents
4.	Root planning (as required)	Y / O	Surfaçage radiculaire (au besoin)
5.	Fluoride Treatments specific to high carie rates or high sensitivity on the recommendation of the Dentist	Y/O	Traitements au fluorure destiné à réduire la carie dentaire et la sensibilité des dents sur recommandation du dentiste
D.	Examinations		Examens
1.	Complete Oral examination and treatment planning every 5 years	Y / O	Examen bucco-dentaire complet et planification de traitement tous les cinq ans (par dentiste)
2.	Recall examination once every 12 months	Y / O	Un examen de rappel tous les 12 mois.
3.	Emergency/specific oral examination and treatment planning as required	Y/O	Examen bucco-dentaire d'urgence ou particulier et planification de traitement au besoin.

E.	Radiographs		Radiographies
1.	Bitewings, occlusal, and periapical radiographs (as required)	Y / O	Radiographies interproximales, occlusales et périapicales (au besoin)
2.	Complete radiographic series (as required)	Y / O	Série complète de radiographies (au besoin)
F.	Restorative Services		Services de restauration
1.	Fixed bridges, implants, prefabricated crowns, and aesthetic services (e.g., veneers) are not covered; however,	N	Les ponts fixes, les implants, les couronnes préfabriquées et les services esthétiques (p. ex., facettes) sont exclus; cependant,
2.	Minor clinical processed repairs may be covered when recommended by the dentist. e.g. Minor repairs to porcelain and re-cementing	SA / AS	Les réparations mineures faites en laboratoire ou en clinique peuvent être incluses si elles sont recommandées par le dentiste.
3.	Dental caries/pain control with the use of sedative dressing and/or pulp caps	Y / O	Traitement de caries/douleur à l'aide d'un pansement sédatif et/ou d'une coiffe pulpaire
4.	Amalgam /Composite restorations for the posterior/anterior teeth **	Y / O	Restaurations en amalgame/composite des dents postérieures/anérieures **
5.	Use of pin retention and/or prefabricated posts in restorations (as required)	Y / O	Utilisation d'un tenon dentinaire et/ou d'un pivot préfabriqué dans le cadre d'une restauration (au besoin)
**	** Final choice of restoration material is based on dentist judgement / Le choix final des biomatériaux de restauration est à la discrétion du dentiste		
G.	Endodontic Services		Services d'endodontie
1.	Certain non complex root canal treatments for anterior 12 teeth as determined by dentist, including emergency opening of the pulp canal	Y / O	Certains traitements de canal simples sur les 12 dents antérieures si recommandés par le dentiste (incluant ouverture d'urgence de la chambre pulpaire)
H.	Periodontal Services		Services parodontaux

1.	Management of acute periodontal infections	Y / O	Prise en charge d'infections parodontales aiguës
I.	Prosthetic Services		Service de dentisterie prothodontique
1.	Supplemental prosthesis-Sports mouth guards	N	Prothèses amovibles (protège-dents de sport)
2.	Supplemental prosthesis-Lab processed night guards	SA / AS	Prothèses amovibles (protège-dents pour la nuit fabriqués en laboratoire)
3.	Acrylic partials/dentures for upper and mandibular once every 5 years. Acrylic partials may be upgraded to cast partials at the inmate's expense.	Y / O (5 yrs / ans)	Prothèses dentaires partielles ou complètes en acrylique pour la mâchoire supérieure et inférieure tous les cinq ans. Les prothèses dentaires en acryliques peuvent être remplacées par des prothèses de métal au frais du détenu.
4.	Repairs and adjustments of removable complete and partial prosthesis as required (e.g., following surgery)	Y / O	Réparations et ajustements de prothèses complètes et partielles amovibles, au besoin (p. ex., à la suite d'une chirurgie)
5.	Re-lining of removable complete and partial prosthesis, as required	Y / O (5 yrs / ans)	Regarnissage des prothèses complètes et partielles amovibles, une fois tous les 5 ans
6.	Addition of a structure to the prosthesis (as required)	Y / O	Ajout de structure à des prothèses (au besoin)
7.	Minor repairs or re-cementation of fixed bridges	Y / O	Réparations mineures ou recimentation de ponts fixes (au besoin)
J.	Surgical Services		Services chirurgicaux
1.	Tooth and root extraction (erupted teeth and symptomatic impaction)	Y / O	Extraction de dents et de racines (dents à éruption complétée et dents incluses symptomatiques)
2.	Alveoloplasty and gingivoplasty in conjunction with dental extractions, fabrication of prosthesis and/or periodontal disease	Y / O	Alvéoloplastie et gingivoplastie en conjonction avec des extractions dentaires, la fabrication d'une prothèse et/ou la présence d'une maladie parodontale
3.	Oral pathology biopsy	Y / O	Biopsie buccale
4.	Drainage of an abscess	Y / O	Drainage d'un abcès
5.	Repair of a laceration	Y / O	Réparation d'une lacération

6.	Treatment of osteomyelitis	Y / O	Traitement de l'ostéomyélite
7.	Extraction of asymptomatic impacted or un-erupted teeth, especially third molar	N	L'extraction de dents antérieures et postérieures incluses asymptomatiques, spécialement les troisièmes molaires
K	Exceptions		Exceptions
1.	An exception to the standard services may be requested where the dentist believes it is warranted: <ul style="list-style-type: none"> The dentist must provide clear written rationale for any required exception The decision and rationale must be entered on the patient's chart 	SA / AS	Une dérogation par rapport aux services réguliers peut être requise si elles sont jugées nécessaires par le dentiste : <ul style="list-style-type: none"> Le dentiste doit fournir une justification écrite pour toute exception requise La décision et la justification doivent être versées au dossier du patient
L	Records		Dossiers
1.	Delivery of dental services and of dental record maintenance, including radiographs must be in compliance with professional and provincial licensing authorities standards		La prestation des services dentaires, incluant les radiographies et la tenue des dossiers dentaires, doivent être conformes aux normes des autorités professionnelles provinciales
2.	Records should show the detailed treatment recommendations directly related to the type of examination and treatment provided		Les dossiers devraient indiquer les traitements recommandés en détail selon le type d'examen et les traitements fournis
3.	Records may be used for further reference by CSC		Le SCC peut utiliser les dossiers à des fins de consultation ultérieure
4.	Records are confidential		Les dossiers sont confidentiels

M.	Review		Révision
1.	The Technical Annex on Dental Services Standards at CSC will be reviewed in 2016		L'annexe technique sur les normes en matière de services dentaires du SCC sera révisée 2016
	<i>GENERAL NOTE: All aspects of CSC dental services are subject to prioritization of requests and care delivery due to the requirement to meet the overall inmate population health needs. Final determination of treatment rendered would be determined by the dentist and health care staff and would not necessarily be by chronological order of request but by priority of care order.</i>		<i>REMARQUE GÉNÉRALE : Tous les aspects des services dentaires du SCC sont assujettis à la priorité des demandes et des soins, qui est déterminée en fonction des besoins de santé de la population carcérale générale. La décision finale du traitement rendu sera déterminée par le dentiste et les professionnels de la santé et ne serait pas nécessairement basée sur l'ordre chronologique de la demande, mais bien sur l'ordre des soins prioritaires.</i>

Appendix C. Criteria for Diagnostic Investigation / Annexe C. Critères de test diagnostique

1.	The diagnostic test should be clinically indicated for the assessment and/or management of a disease state.		Le test diagnostique doit être indiqué d'un point de vue clinique pour l'évaluation ou la gestion d'un état pathologique.
2.	The use of a specific diagnostic test should be consistent with generally accepted clinical guidelines for the assessment and/or management of the disease state.		L'utilisation d'un test diagnostique particulier doit être conforme aux directives cliniques généralement acceptées pour l'évaluation et la gestion de l'état pathologique.
3.	The diagnostic test should provide the information required for assessment and/or management of a disease state and should generally be the least invasive and most readily available test.		Le test diagnostique doit fournir les renseignements nécessaires pour l'évaluation ou la gestion d'un état pathologique et doit généralement être le test le moins invasif et le plus facilement accessible.
4.	The following issues should be considered when ordering diagnostic tests:		Les questions suivantes doivent être prises en considération lorsque l'on commande des tests diagnostiques :
a.	The diagnostic test should contribute to the essential medical management of an inmate's health while incarcerated.		Le test diagnostique doit contribuer à la gestion médicale essentielle de la santé d'un détenu pendant son incarcération.
b.	The inmate's proposed release date and the proposed community and or province of final destination.		La date de mise en liberté proposée pour le détenu et la collectivité ou la province proposée comme destination finale.
i.	The urgency for acquiring the information generated by a diagnostic test;		L'urgence d'obtenir les renseignements fournis par un test diagnostique;
ii.	Requests for urgent and semi-urgent testing should be processed regardless of the inmate's proposed release date or geographic destination;		Les demandes d'examen urgent et semi-urgent doivent être traitées sans tenir compte de la date de mise en liberté proposée du détenu ou de leur destination géographique;

iii.	Depending on the inmate's release date and final destination, elective testing could be obtained by the inmate after release. In this situation the inmate should be provided with the appropriate advice and information concerning the diagnostic test required.		Selon la date de mise en liberté et la destination finale du détenu, celui-ci peut obtenir un test électif après leur mise en liberté. Dans ce cas, on doit leur fournir les conseils et les renseignements appropriés au sujet du test diagnostique nécessaire.
c.	The availability of local resources.		La disponibilité des ressources locales.
i.	If, for example, an MRI is requested and access to MRI is not locally available but CT is and the information obtained through computerized tomography would provide appropriate diagnostic information then CT should be an acceptable alternative;		Si, par exemple, on demande d'utiliser l'imagerie par résonance magnétique et que l'on n'y a pas accès à l'échelle locale, mais que l'on a accès à une tomographie par ordinateur et que les renseignements obtenus au moyen de celle-ci fourniraient des renseignements permettant de poser un diagnostic approprié, la tomographie par ordinateur doit être une solution acceptable;
ii.	Similarly, if CT abdomen is indicated but not locally available and Ultrasound is, if the information provided is appropriate to answer the diagnostic question then ultrasound should be considered an acceptable alternative;		De même, si une tomographie de l'abdomen par ordinateur est indiquée, mais n'est pas disponible à l'échelle locale, et que l'ultrason est disponible, et que les renseignements fournis sont appropriés et permettent de poser un diagnostic, on doit alors considérer que l'ultrason est une solution acceptable;
iii.	Consultation with the local radiologists may in some cases result in more timely investigation by utilizing an alternative and appropriate investigative modality.		La consultation des radiologistes locaux peut, dans certains cas, mener à un examen plus rapide grâce à l'utilisation d'une modalité d'évaluation de rechange appropriée.

Appendix D. Mental Health Services / Annexe D. Services de santé mentale

I.1	<p>The provision of mental health services should be consistent with the individual's level of need. Need is defined as an ability to benefit from an intervention and is distinguished from both "use" and "demand".</p> <p>The level of need is assessed taking into account available mental health assessment information, clinical judgement and is based on signs and symptoms indicative of a mental health disorder and level of functioning. Triage should be conducted in accordance with professionally accepted standards and relevant CSC mental health policies and guidelines.</p>		<p>La prestation de services de santé mentale devrait répondre au niveau de besoin de l'individu. Un besoin est défini comme la capacité de bénéficier d'une intervention et se distingue de l'« utilisation » et de la « demande ». Le niveau de besoin est évalué en tenant compte de l'information disponible tirée des évaluations de santé mentale et du jugement clinique, et il est fondé sur les symptômes et les signes de troubles mentaux et le niveau de fonctionnement. Le triage des besoins en santé mentale doit être conforme aux lignes directrices du SCC sur les soins santé mentale.</p>
II./	<p>Essential Mental Health Services</p>		<p>Les services de santé mentale essentiels</p>
	<p>The following criteria are used to determine if a mental health service is essential for a specific inmate:</p> <p>The inmate has significant mental health needs in the areas of emotion, cognition and/or behaviour indicative of a mental health disorder. These needs are, or are likely to,</p> <ul style="list-style-type: none"> • create significant impairment in the individual's functioning within his/her institution; and /or • significantly impact the individual's successful reintegration into the community. 		<p>Les critères suivants servent à déterminer si un service de santé mentale est jugé essentiel pour un détenu en particulier :</p> <p>Le détenu a des besoins importants en santé mentale dans les domaines des émotions, des cognitions et/ou des comportements qui indiquent qu'il est atteint d'un trouble de santé mentale. Ces besoins sont susceptibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de nuire considérablement au fonctionnement de l'individu au sein de son établissement; et/ou • d'avoir des répercussions importantes sur la réinsertion de l'individu en communauté.
III./	<p>Essential Mental Health Services include:</p>		<p>Les services de santé mentale essentiels incluent :</p>
a	<p>Mental Health awareness and Mental Health promotion.</p>		<p>Sensibilisation à la santé mentale et promotion de celle-ci;</p>

b	Mental Health screening, review and follow-up assessment as required.		Dépistage, examen et évaluation des troubles mentaux;
c	Intervention, treatment and supports for inmates with mental health needs.		Intervention, traitement et soutiens pour les détenus ayant des besoins en santé mentale;
d	Transitional supports including appropriate referrals for services in the community for offenders with mental health needs.		Soutiens de transition, incluant l'aiguillage approprié vers des services dans la collectivité pour les délinquants ayant des besoins en santé mentale.
IV.V	Non-Essential Mental Health Services:		Les services de santé mentale non essentiels :
	Reasonable access must be provided to non-essential mental health services for inmates.		Un accès raisonnable à des services de santé mentale non essentiels doit être accordé aux détenus.

Appendix E. Public Health Services / Annexe E. Services de santé publique

I.	The provision of public health services to federal inmates must be consistent with prevention, management and control of diseases for the need of the population as a whole, as well as for the individual inmate		La prestation des services de santé publique aux détenus sous responsabilité fédérale doit être conforme à la prévention, la gestion et le contrôle des maladies de l'ensemble de la population, ainsi que des détenus en particulier.
II.	Essential Public Health Services		Services essentiels de santé publique
	Screening and assessment for infectious and communicable disease on admission and throughout incarceration.		Évaluation et test de dépistage des maladies infectieuses et contagieuses à l'admission et tout au long de la période d'incarcération.
	Immunization per CSC policy (e.g. hepatitis A & B, and seasonal influenza)		Immunisation selon la politique du SCC (p. ex. hépatite A et B et grippe saisonnière)
	Treatment and clinical management of infectious and communicable disease and their sequelae.		Traitement et gestion clinique des maladies infectieuses et contagieuses et de leurs séquelles.
	Public health awareness and health promotion, including tailoring of materials to meet the specific need of inmate populations (i.e. cultural and gender appropriate; literacy levels).		Sensibilisation à la santé publique et promotion de la santé, y compris l'adaptation de documents pour répondre aux besoins précis des détenus (c-à-d. messages adaptés à la culture et au sexe ainsi qu'au niveau d'alphabétisation).
	Provision of harm reduction programs.		Offre de programmes de réduction des méfaits.

	Management of infectious disease outbreaks within institutions.		Gestion des éclosions de maladies infectieuses dans les établissements.
	Transitional supports including necessary community referrals for continuing services for inmates released with health needs i.e. discharge planning.		Soutiens de transition, incluant les renvois nécessaires dans la collectivité pour assurer la continuité des services aux délinquants libérés qui ont des besoins en santé (planification de la mise en liberté).

Legend / Légende	
	Approved / Approuvé
	No / Non
	Approved by Special Authorization / Approuvé par suite d'une autorisation spéciale

Appendix F - Criteria for decision making / Annexe F – Critères pour la prise de décisions

A) Gynecomastia:		A) Gynécomastie
Acute Gynecomastia* (less than six months)		Gynécomastie aiguë* (moins de six mois)
<ul style="list-style-type: none"> Not treated surgically Acute cases with no identifiable cause may be treated with a trial of tamoxifen 	N	<ul style="list-style-type: none"> Aucun traitement chirurgical. S'il s'agit d'un cas aigu de cause inconnue, on peut faire l'essai de tamoxifène.
Chronic Gynecomastia* (greater than one-two years)	SA / AS	Gynécomastie chronique* (plus d'un an ou deux)
<ul style="list-style-type: none"> There is significant pain refractory to analgesic medication; There is significant psychological distress refractory to medical and psychiatric therapy; and, Medical management has been unsuccessful 		<ul style="list-style-type: none"> Douleur intense réfractaire aux analgésiques. Détresse psychologique importante réfractaire aux traitements médicaux et psychiatriques. Aucune solution médicale concluante.
<p>*As a result of the higher incidence of breast cancer, screening for breast cancer and appropriate interventions will be undertaken in all cases of gynecomastia.</p> <p>Surgical treatment for gynecomastia for esthetic reasons is not an essential health service and is not funded by CSC.</p>		<p>*Compte tenu de l'incidence élevée du cancer du sein, tous les cas de gynécomastie feront l'objet d'un dépistage et d'interventions appropriées.</p> <p>Le traitement chirurgical d'une gynécomastie pour des raisons esthétiques n'est pas considéré comme un service essentiel et n'est pas payé par le SCC.</p>

B)Sinuplasty		B)Sinuplastie
Chronic sinusitis :		Sinusite chronique
<ul style="list-style-type: none"> • Sinuplasty and osteomeatal complex surgical procedures for chronic sinusitis of fungal origin or in the presence of polyps 	Y / O	<ul style="list-style-type: none"> • Sinuplastie et traitement chirurgical du complexe ostio-méatal si la sinusite chronique est d'origine fongique ou si des polypes sont présents.
<ul style="list-style-type: none"> • The surgical treatment of chronic sinusitis in the absence of fungal infection or polyps 	SA / AS	<ul style="list-style-type: none"> • Traitement chirurgical de la sinusite chronique en l'absence d'une infection fongique ou de polypes.
Nasal obstruction :		Obstruction nasale
<ul style="list-style-type: none"> • Chronic complete unilateral or bilateral nasal obstruction cases unsuccessfully treated by medical means 	Y / O	<ul style="list-style-type: none"> • Cas chroniques d'obstruction nasale complète d'une ou de deux narines sans solution médicale concluante..
<ul style="list-style-type: none"> • Partial or intermittent nasal obstruction may be covered depending on the potential for worsening of the condition, e.g., an evolutionary polyp or neoplasm 	SA / AS	<ul style="list-style-type: none"> • Les cas d'obstruction nasale partielle ou intermittente peuvent être couverts s'il y a une possibilité que la condition se détériore (tumeur ou polype en phase évolutive).
Septum perforation :		Perforation de la cloison nasale
<ul style="list-style-type: none"> • Correction of an asymptomatic nasal septum perforation - 	N	<ul style="list-style-type: none"> • Correction d'une perforation asymptomatique de la cloison nasale
<ul style="list-style-type: none"> • Symptomatic nasal septum perforation (pain, bleeding, nose discharge) provided that the causative agent has been addressed (cocaine use, underlying disease) 	Y / O	<ul style="list-style-type: none"> • Correction d'une perforation symptomatique de la cloison nasale (douleur, saignement, rhinorrhée), si l'agent causal a été réglé (consommation de cocaïne, maladie sous-jacente)
Nose deviation and cosmetic procedures :		Déviation du nez et chirurgie esthétique
<ul style="list-style-type: none"> • Surgical procedures solely for esthetic reasons including external nasal deviation (acquired or congenital) 	N	<ul style="list-style-type: none"> • Traitement chirurgical uniquement pour des raisons esthétiques, y compris pour une déviation externe du nez (acquise ou congénitale)

<ul style="list-style-type: none">• Conditions for which there is significant psychological distress for the patient, e.g. following removal of a nasal cutaneous malignant tumour	SA / AS	<ul style="list-style-type: none">• Conditions lors desquelles le patient souffre d'une détresse psychologique importante, p. ex. après s'être fait retirer une tumeur cutanée maligne au nez.

Appendix G. Communications Regarding the Framework / Annexe G. Communication concernant le Cadre

A) Memo – Use of Private Clinics –
December 11, 2007

[Use of Private Clinics](#)

B) Protocol: Requests for Non-
Essential Health Services Paid by
the Inmate – April 6, 2009

[Memo: Protocol: Requests for Non-
Essential Health Services Paid by the
Inmate](#)

[Protocol: Requests for Non-Essential
Health Services Paid by the Inmate](#)

C) Frequently Asked Questions for
Inmates – May 2009

[Frequently Asked Questions for
Inmates](#)

D) Frequently Asked Questions for
Staff – May 2009

[Frequently Asked Questions for Staff](#)

E) Revised Technical Annex on
Dental Standards for CSC –
November 2, 2009

[Memo: Revised Technical Annex on
Dental Standards for CSC](#)

[Revised Technical Annex on Dental
Standards for CSC](#)

F) Memo: Launch of the Amended
National Health Services Framework
– November 26, 2010

[Memo: Launch of the Amended
National Health Services Framework](#)

G) Essential Health Services
Communication Deck December
2010

[Essential Health Services
Communication Deck](#)

A) Note de service – Utilisation de
cliniques privées (décembre 11, 2007)

[Utilisation de cliniques privées](#)

B) Protocole: Demande de services de
santé non-essentiels payés par le détenu
(avril 6, 2009)

[Note de service: Protocole: Demandes de
service de santé non-essentiels payés par
le détenu](#)

[Protocole: Demande de services de santé
non-essentiels payés par le détenu](#)

C) Foire aux questions pour les détenus
(mai 2009)

[Foire aux questions pour les détenus](#)

D) Foire aux questions pour le personnel
(mai 2009)

[Foire aux questions pour les détenus](#)

E) Version révisée de l'Annexe technique
sur les normes en matière de services
dentaires du SCC (novembre 2009)

[Note de service: Version révisée de
l'Annexe technique sur les normes en
matière de service dentaires au SCC](#)

[Version révisée de l'Annexe technique sur
les normes en matière de services dentaires
au SCC](#)

F) Note de service: Lancement de la
version modifiée du Cadre national des
services de santé (novembre 26, 2010)

[Note de service: Lancement de la version
modifiée du Cadre national des services de
santé](#)

G) Présentation sur les Services de
santé essentiel (décembre 2010)

[Présentation sur les Services de santé
essentiel](#)

H) Memo: Updated National Health Services Framework – June 18, 2012

[Memo: Updated National Health Services Framework](#)

I) Memo: Updated National Health Services Framework – April 10, 2013

[Memo : Updated National Essential Health Services Framework](#)

J) Memo: Updated National Health Services Framework – July , 2013

[Memo : Updated National Essential Health Services Framework](#)

H) Note de service: Mise à jour du Cadre national des services de santé essentiels (juin 18, 2012)

[Note de service: Mise à jour du Cadre national des services de santé essentiels](#)

I) Note de service: Mise à jour du Cadre national des services de santé essentiels (10 avril 2013)

[Mise à jour du Cadre national des services de santé essentiels](#)

(J) Note de service: Mise à jour du Cadre national des services de santé essentiels (Juillet 2013)

[Mise à jour du Cadre national des services de santé essentiels](#)